

BESOIN D'UNE HYPOTHÈQUE ?

CONTACTEZ-NOUS

BADRE IZOUGGAGHEN

Courtier Immobilier Hypothécaire Agréé

Cell.: 514 991-7738

Courriel : badre@mtgcentr.com

514-990-0391

10345 Papineau suite 220,
Montréal, QC, H2B 2A3



Une Façon intelligente d'obtenir une hypothèque

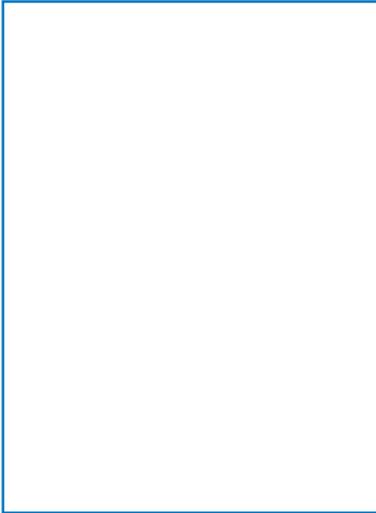


MAGHREB CANADA EXPRESS

12^{ème} année, Volume XIII, N° 05, MAI 2015. Tél. : 514-576-9067, Courriel : info@maghreb-canada.ca

Site WEB : www.maghreb-canada.ca

[Voir page couverture](#)





**SPÉCIALISTE
DES
VOYAGES
DE LA OMRA
ET DU HAJ**

Alger - Tunis - Casa Liban - Afrique - Europe - Forfait Sud

مايسترو VOYAGES MAESTRO سفريات

9150, L'Acadie, Suite 203, Montréal (Qc) H4N 2T2 Infos sans frais : 1.888.485.0444

Tél. 514 381-1999



Toufic Sleiman
Propriétaire

Titulaire d'un Permis du Québec

نرحب بجميع الجاليات العربية والمغربية و نؤمن لهم أفضل الخدمات بأحسن الأسعار



Élections fédérales 2015

Cette page est réservée aux communiqués des candidats et candidates aux élections fédérales prochaines, toutes tendances politiques confondues, selon le principe du "Premier arrivé, premier servi". Nous mettons également à la disposition des candidats et candidates des pages en couleur pour leur campagne électorale. Pour plus d'infos, appeler au 514-576-9067 ou écrire à : elfouladi@videotron.ca

Communiqué : Maxime Claveau candidat du Bloc Québécois à Papineau lors des prochaines élections fédérales



BLOC QUÉBÉCOIS | Papineau

occupations des citoyens qu'il souhaite représenter.

Le chef du Bloc Québécois, Mario Beaulieu, a salué l'arrivée de Maxime Claveau au sein de l'équipe des candidates et de candidats du Bloc Québécois. « Maxime incarne des valeurs chères au Bloc Québécois, telles que l'engagement et le dépassement. C'est quelqu'un qui a à cœur les intérêts de sa région et, plus largement, ceux du Québec tout entier. Son élection comme candidat est une excellente nouvelle pour le Bloc Québécois et pour les gens de Papineau. Bienvenue dans l'équipe, Maxime! »

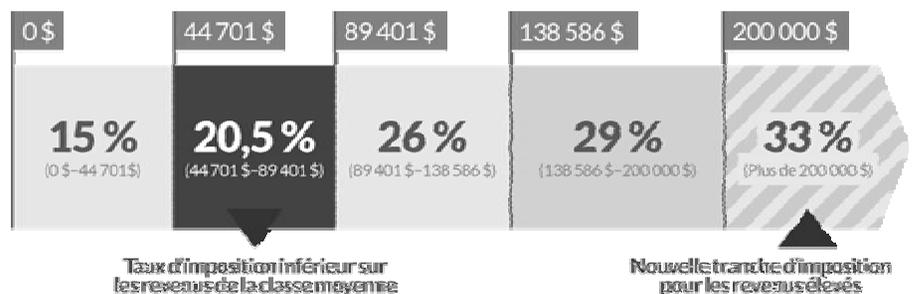
« C'est un grand honneur pour moi et je tiens à remercier les membres du Bloc Québécois pour la confiance qu'ils m'ont accordée. Je travaillerai sans relâche pour me montrer à la hauteur de leurs attentes, a déclaré Maxime Claveau. Nous voulons regagner l'appui des gens de Papineau et c'est avec conviction que je m'y appliquerai dès maintenant. »

Maxime Claveau a commencé à s'impliquer pour l'indépendance du Québec au sein du Parti Québécois dès l'âge de 16 ans. Il a étudié au Conservatoire de musique de Montréal et travaille depuis dans le domaine artistique. M. Claveau a enseigné la musique et composé pour le cinéma et la télévision. Il demeure depuis bientôt 10 ans dans la circonscription où il se porte candidat, ce qui lui permet de rester à l'affût des pré-

« Les partis fédéralistes sont déconnectés des intérêts et des valeurs du Québec. Qu'on pense aux dossiers du pipe-line de TransCanada, des chantiers navals, du financement inadéquat de l'industrie forestière ou manufacturière au Québec relativement à celui des pétrolières de l'Ouest et de l'automobile en Ontario, ou encore des services publics à visage découvert. Nous ne sommes plus représentés à Ottawa. Nous avons besoin d'une voix forte pour nos intérêts, d'une voix forte pour l'indépendance et d'une voix forte pour nos régions. Avec des gens comme Maxime pour qui c'est le Québec d'abord, le Québec tout le temps, nous aurons notre voix », a conclu Mario Beaulieu.

Source : Julie Groleau

Justin Trudeau promet de combler le fossé entre la classe moyenne et les plus nantis du Canada en 3 actions



Taux d'imposition inférieur sur les revenus de la classe moyenne / Nouvelle tranche d'imposition pour les revenus élevés
Schéma : Taux d'imposition proposés par le Parti libéral du Canada (PLC)



Justin Trudeau (Photo : A. El Fouladi)

Le chef libéral Justin Trudeau vient de lancer une promesse électorale de gros calibre : Faire payer ceux et celles qui gagnent plus de 200.000 \$ /an la somme rondelette de 7 Milliards de dollars/an, cagnotte qui ira assurer des allègements fiscaux pour les familles moyennes.

ACTION 1: BAISSÉ D'IMPÔTS POUR LA CLASSE MOYENNE

« Nous donnerons une baisse d'impôts aux Canadiens de la classe moyenne en demandant aux Canadiens les plus riches de donner un peu plus. Un gouvernement libéral réduira les impôts de la classe moyenne de 7 % (la tranche d'imposition passera de 22 % à 20,5 %) et introduira une nouvelle tranche d'imposition de 33 % pour les revenus de plus de 200 000 \$» Lit-on sur le site WEB du PLC.

Outre ces allègements fiscaux, Justin Trudeau s'engage à remplacer tout le système actuel de diverses prestations pour enfants par une nouvelle "Allocation canadienne aux enfants"

qui, selon les calculs du PLC, mettra dans les poches des familles canadiennes qui ont des enfants 4 milliards de dollars supplémentaires.

ACTION 2: ALLOCATION CANADIENNE POUR ENFANTS

Cette nouvelle allocation sera non imposable et pourra atteindre, pour les familles moins nanties, jusqu'à 533 \$ par mois par enfant.

Selon Radio Canada, "cette nouvelle allocation non imposable remplacera à la fois la Prestation fiscale pour enfants, le supplément de la Prestation nationale pour enfants destiné aux familles à faible revenu, et la Prestation universelle pour la garde d'enfants mise en oeuvre par le gouvernement Harper et récemment bonifiée de 100 \$ à 160 \$ par mois pour les enfants de moins de 6 ans".

Et de souligner : "Alors que la prestation mise de l'avant par les conservateurs était universelle, mais imposable, le Parti libéral cible ainsi les familles dont le revenu familial est en deçà de 150 000 \$ par année. Les libéraux font valoir que leur approche est plus généreuse envers la classe moyenne".

ACTION 3 : ANNULATION DES ALLÈGEMENTS FISCAUX

Selon les libéraux, "la classe moyenne du Canada voit son argent durement gagné être utilisé pour accorder un allègement fiscal aux Canadiens les plus riches. Dans le but de donner à un plus grand nombre de familles canadiennes les fonds nécessaires pour élever leurs enfants, un gouvernement libéral éliminera les allègements fiscaux accordés aux riches par le gouvernement actuel"

A. El Fouladi.

Première consultation téléphonique gratuite



Me Nawal Benrouayene
(Avocate-Lawyer)

Tél.: 450-396-4004 ou 514-699-1888
Courriel : nbenrouayene@yahoo.ca



Deux adresses

1384. boulevard Jean-Talon Est, #204, Montréal
(Métro Fabre, en face de l'hôpital Jean-Talon)
45 place Charles Lemoyne Bur. 104 Longueuil (Métro Longueuil)



Par Abderrahman
El Fouladi

Hier c'était les Canaries comme raccourci vers l'Espagne pour les subsahariens. Avant-hier c'était le Maroc avec son avantage de n'être qu'à environ 14 kms des côtes Européennes. Aujourd'hui les candidats au paradis européen se rabattent

sur la Libye... Chaos politique et sécuritaire oblige.

Qu'importe les morts qui (ne) se comptent (que) par centaines car les réussites de la traversée pour les rescapés se comptent, elles, par milliers! Et parler des morts ne dissuadera pas les candidats à l'immigration. Car ces candidats (ne serait-ce qu'économiquement) se considèrent déjà quasi morts !

IL Y A SUICIDE ET SUICIDE...

Prendre un zodiac et affronter les éléments déchaînés de la mer, pour le candidat à l'immigration, ne serait pas un billet-suicide mais un aller-simple vers l'espoir et une vie meilleure. Le risque de mourir ne serait pas dissuasif car le candidat à l'immigration chaque jour se considère mourir un peu... À petit feu.

Et certaines caméras auront beau zoomer sur les cadavres jonchant les plages, le candidat à l'immigration ne s'identifiera point aux morts: Il laissera cette besogne aux caméras et aux plumes des reporters en mal de scoops qui vont l'accueillir et sauront faire verser sur lui une grosse petite larme de crocodile.

Lui, il ne rêvera que de voir ce qu'ont vu ceux et celles qui ont pu aller au delà des dunes longeant la plage où il va échouer. Et... qui sait ? Peut-être que sa dulcinée, Aïcha laissée sur place verra son image via la Télé-satellite dont sont équipées moult mesures de son village natal !

Une fois de l'autre côté, il l'appellera et appellera Kaddour, Hammou, Mamadou, Jilali et (ou) Abdou pour se vanter de son exploit et leur lancer le défi de venir le rejoindre... Comme l'avait fait le petit poltron du village qui a réussi avant lui la traversée et qui l'a motivé de relever le défi.

ET L'EUROPE DANS TOUT CELA ?

Bien-sûr que les dirigeants européens, avec leurs états majors, sont conscients du raisonnement simpliste, voire débile, de l'immigrant !. Le contraire serait dramatique car, et nous ne voulons choquer personne, si la

tendance se maintient, et au rythme actuel avec lequel la Libye déverse le surplus de la misère africaine et moyen-orientale sur le continent, dans quelques décennies certains pays européens seront aussi misérables que les pays d'où émane cette déferlante migratoire!

Alors à quel jeu sont en train de jouer les leaders européens... Tout en sachant qu'une bonne partie de leur opinion est certes pour le fait de secourir les naufragés, mais à condition de les refouler chez eux ? !

LÀ, ON COMMENCE À MARCHER SUR DES OEUFS !

Bref, en médiatisant à outrance la marée humaine actuelle, ne cherche-t-on pas à justifier un recours à la force pour atteindre d'autres objectifs en Libye; objectifs non avoués ? Car des pays de la région, qui ont essayé cette option sécuritaire se sont rendus compte de ses limites. Ne citons que le Maroc qui a préféré prendre le taureau pas les cornes et élaborer une politique migratoire visant à régulariser des milliers de subsahariens résidant sur son territoire.

BAN KI-MOON DANS LA MÊLÉE

Concernant un éventuel recours à la force pour stopper le flux migratoire à partir de la Libye, le Figaro rapporte, le mois dernier, les propos du secrétaire général de l'ONU (confiés à la Stampa) que voici: "*Il n'y a pas de solution militaire à la tragédie qui est en train de se produire en Méditerranée*". Et d'ajouter: "*Une approche globale est cruciale qui prenne en compte les racines du problème, la sécurité et les droits humains des migrants et des réfugiés, comme avoir des canaux légaux et réguliers d'immigration*".

Et M. Ban Ki-moon pèse ses mots en parlant de Réfugiés et de Migrants car les réfugiés ont tout un haut commissariat de l'ONU et les migrants n'ont rien ! Car, et c'est ce qu'il faut prendre en compte : Les réfugiés sont liés à des problèmes politiques (dictatures, guerres...) ponctuels dans l'espace et dans le temps tandis que les migrants sont mus par un problème beaucoup plus global : Les impacts des changements climatiques qui amènent l'ONU à lutter sur deux fronts : Celui de l'atténuation et celui de l'adaptation.

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Or force est de constater que jusqu'à présent, et depuis Kyoto, la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ne s'est consacrée qu'au volet "atténuation" qui concerne la réduction des gaz à effet de serre de source

anthropique.

Sans verser dans le pessimisme, et concernant ce volet, l'ONU se comporterait comme un responsable d'un train dégingolant sur une pente, qui multiplie les conférences (déjà 20 avec celle de Lima) pour décider de la force qu'il faut exercer sur la pédale de frein pour arrêter le mastodonte... alors que celui-ci continue de gagner de la vitesse sur la pente (du réchauffement climatique).

La 21ème conférence des parties signataires de la CCNUCC (COP21) se tiendra à Paris (France) cette année et devrait aboutir à un accord international sur le climat "qui permettra de contenir le réchauffement global en deçà de 2°C". En versant dans l'optimisme extrême, la COP21 pourrait décider de la force de freinage. Mais, et inertie du système climatique oblige, des populations subiront l'impact du changement climatique en attendant l'arrêt complet du réchauffement climatique dans des décennies voir des siècles.

UN CHANGEMENT DE CAP LORS DE LA COP 22 ORGANISÉE AU MAROC EN 2016?

C'est ce qu'il faudrait espérer en tout cas pour mettre enfin le cap sur l'adaptation aux changements climatiques, booster la résilience des pays africains, évaluer leur vulnérabilité et s'orienter vers des solutions valorisant l'Afrique dans les yeux des africains et drainant l'aide internationale pour fixer les populations sur place.

Et la Symbolique est forte car cette conférence se tiendra dans un pays africain (Le Maroc pour ne pas le nommer) francophone par dessus le marché (comme la plus part des pays de l'Afrique subsaharienne) et souffrant d'une migration climatique aussi bien nationale que régionale.

Des pays comme le Canada, de part leur appartenance à la sphère francophone et leur population d'origine africaine, peuvent jouer un grand rôle dans le succès de cette COP22. Appel pressant est donc lancé à Madame Kathleen Weil, ministre de l'immigration, de la Diversité et de l'Inclusion pour la compétence de son ministère dans l'immigration humanitaire ainsi qu'à M. David Heurtelet, Ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, en ce qui concerne l'expertise québécoise dans ce domaine.

L'appui de ces deux ministres est primordial pour soutenir la société civile qui a son mot à dire lors de ces conférences des parties signataires de la CCNUCC.

© Une production

MAGHREB CANADA EXPRESS

"D'un Continent à l'autre"

www.maroc-canada.ca

ou

www.maghreb-canada.ca

ISSN 1708-8674

Dépôt légal: 2550843

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Abderrahman EL FOULADI

elfouladi@videotron.ca

Tél: 514-576-9067

INFORMATION / PUBLICITÉ

Tél : 514-576-9067

pub@maghreb-canada.ca

CHRONIQUEURS

Anas Abdoun.

(France)

Yassine El Fouladi, B.Sc.

(Canada)

Mustapha Bouhaddar, Écrivain

(France)

Majid Blal, Écrivain et Poète,

(Canada)

INFOGRAPHIE

A. El Fouladi

IMPRESSION:

Hebdo Litho, Saint-Léonard

(Montréal)

Maghreb Canada Express est un mensuel gratuit publié au Canada, depuis le 1er juillet 2003. Il est le seul de sa catégorie à être distribué aussi bien à Montréal et ses environs que dans la ville de Sherbrooke (Estrie), depuis sa fondation en juillet 2003.

Nous cherchons des vendeuses ou des vendeurs de publicité pour notre journal. Appelez-nous !

Gagnez un important pourcentage sur les ventes (Percevable tant et aussi longtemps que le client affiche sa publicité avec nous)

Tél. : 514-576-9067. Courriel: elfouladi@videotron.ca



Le Premier ministre Stephen Harper annonce une baisse d'impôt pour les Petites Entreprises

Le Premier ministre Stephen Harper a annoncé le 23 avril dernier que le gouvernement poursuivra sur la voie de ses accomplissements en ce qui concerne le soutien des petites entreprises, qui créent des emplois, en allégeant davantage leur fardeau fiscal.

Le Premier ministre était accompagné de Candice Bergen, ministre d'État (Développement social) et députée de Portage-Lisgar, et de Lawrence Toet, député d'Elmwood-Transcona.

Le Plan d'action économique 2015 propose de réduire davantage le taux fédéral d'imposition des petites entreprises, à neuf p. 100 d'ici 2019, la première réduction entrant en vigueur en 2016. Cette mesure profitera à presque 700 000 petites entreprises par année, aux quatre coins du Canada, ce qui leur permettra de disposer de ressources supplémentaires pour aider à stimuler la création d'emplois et la croissance économique.

Les baisses d'impôt pour les petites entreprises proposées dans le Plan d'action économique 2015 ont été rendues possibles par le retour à l'équilibre budgétaire. Il s'agit aussi de l'une des nombreuses mesures prises jusqu'à présent par le gouvernement pour soutenir les petites entreprises, comme la réduction des formalités administratives, l'amélioration de l'accès au financement, l'introduction du crédit pour l'emploi visant les petites entreprises, l'allègement des cotisations d'assurance-emploi payées par les petites entreprises en 2015 et en 2016, le lancement du Plan d'action pour le capital de risque et du Programme d'accès à l'innovation pour les entreprises, ainsi que l'augmentation du plafond de l'exonération cumulative des gains en capital.

Faits saillants:

- Depuis 2006, le gouvernement a pris d'importantes mesures pour soutenir la création d'emplois par les petites entreprises, en réduisant leurs impôts, en réduisant les formalités administratives et en encourageant l'entrepreneuriat. Il a notamment réduit le taux fédéral d'imposition des petites entreprises à 13,12 p. 100 à 11 p. 100 et il a fait passer le montant du revenu annuel ad-

missible à ce taux plus bas, de 300 000 \$ à 500 000 \$.

- Le Plan d'action économique 2015 propose de réduire encore davantage le taux d'imposition des petites entreprises à 10,5 p. 100 en 2016, à 10 p. 100 en 2017, à 9,5 p. 100 en 2018 et à neuf p. 100 en 2019.

- On estime que la réduction du taux d'imposition des petites entreprises à neuf p. 100 d'ici 2019 permettra de réduire l'impôt fédéral des petites entreprises et de leurs propriétaires, de 2,7 milliards de dollars au cours de la période allant de 2015-2016 à 2019-2020.

- Lorsque la réduction proposée sera entièrement en vigueur en 2019, le montant de l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés payé par une petite entreprise dont le revenu imposable est de 500 000 \$ sera moins élevé de 46 p. 100 qu'en 2006.

- Le Plan d'action économique 2015 propose de soutenir davantage les petites entreprises et leurs propriétaires, comme suit :

- En améliorant l'accès au financement des petites entreprises canadiennes;
- En étendant les services de la Banque de développement du Canada et d'Exportation et développement Canada pour aider les petites et moyennes entreprises;
- En augmentant l'accès au financement par capital-risque pour aider les entreprises innovatrices, en forte croissance, à se développer et à créer des emplois;
- En versant 14 millions de dollars sur deux ans à Futur preneur Canada, en appui aux jeunes entrepreneurs;
- En soutenant le Plan d'action pour les entrepreneures, afin d'aider les femmes propriétaires d'entreprise à réussir.

Des mesures pour améliorer le transfert de fonds vers l'étranger

« Notre gouvernement comprend la raison pour laquelle de nombreux Canadiens doivent et souhaitent envoyer de l'argent à leur famille et à leurs amis à l'extérieur du pays. Nous sommes fiers d'appuyer la générosité canadienne en veillant à ce que ces transferts puissent s'effectuer de manière sûre et à meilleur coût. » Le Premier ministre Stephen Harper

Le Premier ministre Stephen Harper a annoncé, le 23 avril dernier, l'intention du gouvernement de contribuer à offrir aux Canadiens des services sécuritaires, fiables et à faible coût qui leur permettront de transférer de l'argent aux membres de leur famille et à leurs amis à l'extérieur du pays. Il était accompagné de Candice Bergen, ministre d'état (Développement social) et députée de Portage-Lisgar.

Le type de transferts, qu'on appelle des transferts de fonds, constitue une importante source de revenus pour des millions de gens dans le monde et, pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, les transferts de fonds leur offrent un soutien viable leur permettant de se sortir de la pauvreté. À l'heure actuelle, le coût moyen des transferts de fonds à partir du Canada est supérieur à celui de la moyenne des pays du G-7 et du monde.

Pour contribuer à réduire le coût des ser-

vices de transferts de fonds, le gouvernement lancera un site Web de comparaison du prix des transferts de fonds axé sur les principales destinations vers lesquelles les Canadiens envoient de l'argent. Le site Web aidera les utilisateurs à comparer les services et les frais proposés par différents fournisseurs de services.

Comme complément au site Web de comparaison des prix, le gouvernement recueillera également des statistiques en vue de mieux évaluer l'ampleur des transferts de fonds à partir du Canada et les besoins de ceux qui les effectuent.

De plus, le gouvernement consultera des institutions financières afin d'évaluer différentes possibilités susceptibles de réduire le coût des transferts d'argent.

Faits saillants

Selon les estimations de la Banque mondiale, on s'attend à ce que les transferts de fonds vers les pays en développement s'élèvent à 440 milliards de dollars américains en 2015. Le Canada figure parmi les 10 marchés exportateurs en importance dans le monde, avec des transferts ayant totalisé environ 23,1 milliards de dollars américains en 2014. Le Canada est également l'un des pays émettant le plus de transferts de fonds dans le monde par rapport à sa population.

Lors du Sommet de Brisbane tenu au mois de novembre 2014, le G-20 a réaffirmé sa volonté de réduire le coût moyen des transferts de fonds à cinq pour cent du montant envoyé.

Source : Cabinet du Premier ministre



Troisième visite officielle au Canada du Roi de Jordanie

Le Premier Ministre Stephen Harper a souligné au terme de cette visite, le 29 avril dernier, l'engagement du Canada auprès du Royaume hachémite pour faire face aux manœuvres de l'EIIS dans la région ainsi qu'au flux des réfugiés se déversant de la Syrie.

Le Premier ministre Harper a aussi annoncé une série d'initiatives qui aideront la Jordanie à surmonter ses difficultés en matière de sécurité et de développement, qui résultent des actions de l'EIIS et de la crise syrienne. De plus, les deux pays ont annoncé un protocole d'entente sur l'efficacité de la coopération en matière de développement, qui officialisera le cadre général de la relation de coopération entre le Canada et la Jordanie en matière de développement et le lancement de négociations en vue d'une entente de coproduction audiovisuelle.

AU SUJET DU CANADA ET DE LA JORDANIE

Le Canada et le Royaume hachémite de Jordanie entretiennent de solides relations bilatérales reposant sur des intérêts stratégiques partagés, un attachement à la paix et à la sécurité et des liens étroits entre leurs populations. Le Canada apprécie le rôle que joue la Jordanie en exerçant une influence constructive, empreinte de modération et de tolérance, au Moyen-Orient et ailleurs.

Le Canada et la Jordanie sont des membres actifs de la coalition internationale de plus de 60 pays ligués contre l'EIIS pour affronter la sérieuse menace que continue à faire peser l'EIIS sur la sécurité mondiale et régionale.

En 2014, le Canada a désigné la Jordanie comme l'un des 25 pays visés par les programmes bilatéraux d'aide au développement. Le Canada a aussi engagé un soutien important en aide au développement, pour permettre à la Jordanie d'affermir ses objectifs à long terme en matière d'éducation, domaine où le Canada joue un rôle d'avant-plan; pour favoriser une croissance économique durable; et pour soutenir les efforts que déploie la Jordanie pour gérer les débordements causés par les crises qui touchent la Syrie et l'Irak.

Le Canada félicite le gouvernement jordanien d'accepter généreusement des

centaines de milliers de réfugiés de la région. Une somme importante en aide humanitaire est versée par le Canada pour aider en Jordanie la population touchée par le conflit.

Le Canada offre aussi une assistance pour la sécurité, notamment pour aider les autorités jordaniennes à assurer le transport sécuritaire des réfugiés syriens, de la frontière jusqu'aux centres d'inscription, pour assurer la sécurité et d'autres services essentiels à l'intérieur et autour des camps de réfugiés, pour atténuer les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, ainsi que pour rehausser leur capacité de mener des opérations antiterrorisme.

La Jordanie fait constamment la démonstration de son leadership dans sa poursuite de la paix au Moyen-Orient, préconisant des efforts en vue d'une solution négociée au conflit israélo-palestinien. C'est un des deux pays arabes qui ont signé un traité de paix avec Israël.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et la Jordanie est entré en vigueur le 1er octobre 2012 et il s'agit du premier accord de libre-échange conclu par le Canada avec un pays arabe. Cet accord procure aux entreprises canadiennes un meilleur accès aux marchés de la Jordanie et de toute la région, permettant ainsi la création de nouvelles possibilités pour les relations commerciales canado-jordaniennes.

La dernière rencontre du Premier ministre Stephen Harper avec le roi Abdallah II a eu lieu en marge du sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, au mois de septembre 2014, à Cardiff (Pays de Galles), au Royaume-Uni. Les deux dirigeants s'étaient rencontrés auparavant en Jordanie au mois de janvier 2014, pendant la visite du Premier ministre Harper au Moyen-Orient. La dernière visite au Canada du roi Abdallah II remonte au mois de juillet 2007.

Source : <http://www.pm.gc.ca/>

Le Bloc Québécois tient un « Grand rassemblement interculturel » à Montréal

« Ensemble nous allons faire du Québec un pays ! Et ce jour-là, nous serons tous des citoyens de première génération ! » ; un discours de Mario Beaulieu qui se veut rassurant pour les minorités visibles



Dans le cadre de sa campagne permanente de promotion de l'indépendance, le Bloc Québécois

a tenu un grand rassemblement interculturel ce dimanche. Le chef du Bloc Québécois, Mario Beaulieu, Bernard Landry, le député Maka Kotto, le président de la Commission de la citoyenneté du BQ, Ibra Kandji, les ex-députées Vivian Barbot et Ève-Mary Thaï Thi Lac, Carmen Pavez et plusieurs autres personnalités de toutes origines ont pris la parole lors de l'évènement animé par Sophie Stan-ké.

Ils ont livré un message vibrant de solidarité : les Québécoises et les Québécois des toutes origines sont non seulement les bienvenus, mais sont déjà bien présents au sein du mouvement indépendantiste et du Bloc Québécois.

Le chef du Bloc Québécois a rappelé que le projet d'indépendance est celui de tous les peuples qui marchent vers

leur autodétermination et leur liberté. « Les fédéralistes veulent qu'on fasse partie du Canada, mais nous voulons faire partie de la planète ! L'indépendance nous ouvre sur le monde.

Les indépendantistes québécois ont toujours considéré la diversité culturelle comme une richesse pour le Québec. Notre langue et notre culture ont été façonnées par toutes celles et tous ceux qui ont choisi le Québec au fil de son histoire, des gens de partout dans le monde qui ont fait du Québec leur patrie. En fait, l'indépendance est essentielle pour former une société québécoise réellement inclusive et unie, prospère et ouverte sur le monde », a affirmé le chef du Bloc Québécois.

« Ensemble nous allons faire du Québec un pays ! Et ce jour-là, nous serons tous des citoyens de première génération ! », a conclu le chef du Bloc Québécois, Mario Beaulieu.

Source : Julie Groleau, attachée de presse du Bloc Québécois

ÉCOLE DE CONDUITE AMEL

Reconnue par la SAAQ
Instructeurs qualifiés et expérimentés
Cours jour, soir, fin de semaine; Instruction en Français
Anglais ou Arabe

Votre réussite nous tient à coeur !

3300, Boul. Rosemont, Suite 100
Montréal (Qc) H1X 1K2
Bus 67, 197 et 467
Tél. (514) 729 6330

EXAMEN

Nous louons les Voitures
(automatiques / manuelles)
pour l'examen



Denis Coderre
(Photo El Fouladi)

Le maire de Montréal, M. Denis Coderre, accompagné du vice-président du comité exécutif, M. Harout Chitlian, du responsable des communautés d'origines diverses, M. Dimitrios (Jim) Beis, et de la mairesse sup-

pléante, Mme Mary Deros, ainsi que d'élus du conseil de ville de Montréal, a pris part aujourd'hui à l'hôtel de ville à la commémoration du 100e anniversaire du génocide arménien. En présence de membres de l'Institut montréalais d'études sur le génocide et les droits de la personne de l'Université Concordia, du Comité national arménien et de nombreux organismes, le maire a rappelé le devoir de mémoire envers les victimes qui ont perdu la vie en 1915 et a invité l'ensemble des Montréalais à se souvenir de cette triste page de la longue histoire de l'Arménie.

« Il y a cent ans cette année, le peuple arménien était victime de l'un des plus grands génocides de notre histoire. Il est de notre devoir de se rappeler qu'entre 1915 et 1916, les deux-tiers de la population arménienne étaient décimés. Ayant trou-

vé ici, à Montréal, une terre d'accueil ouverte et inclusive, nos concitoyennes et concitoyens d'origine arménienne contribuent activement depuis plusieurs décennies au développement de notre ville. La commémoration d'aujourd'hui est un hommage envers les victimes qui ont perdu la vie il y a maintenant un siècle et un geste de solidarité envers ceux et celles qui ont survécu à cette terrible tragédie», a déclaré le maire de Montréal.

En 1997, la Ville de Montréal adoptait une résolution invitant l'ensemble des citoyens à commémorer le triste anniversaire du génocide arménien, le 24 avril de chaque année.

À l'échelle montréalaise, la communauté arménienne est bien implantée et aujourd'hui, plus de 50 000 Montréalais sont d'origine arménienne. En 2010, un accord bilatéral fut

conclu entre Montréal et la ville d'Érevan, la capitale de l'Arménie, visant à rapprocher les deux villes sur les plans culturel et économique.

À l'échelle nationale, le Comité Canadien du Centenaire du Génocide des Arméniens est impliqué activement dans les activités de commémoration au Canada et a comme mission de sensibiliser la population sur le sujet afin de prévenir de tels drames.

Rappelons qu'entre avril 1915 et juillet 1916, plus de 1,2 million d'Arméniens vivant dans plusieurs régions de l'Empire ottoman, soit les deux tiers du peuple arménien, ont été éliminés de la planète.

Source : Catherine Maurice Attachée de presse, Cabinet du maire et du comité exécutif



**AIDE AUX
IMMIGRANTS
ACCUEIL
INTÉGRATION
EMPLOI**

6865 Av. Christophe-Colomb
Montréal, Qc. H2S 2H3
T 514 271.3533
F 514 271.1910
info@laisonnee.org

www.laisonnee.org
[f /www.laisonneeorg](https://www.facebook.com/laisonneeorg)



**DES SERVICES GRATUITS
POUR IMMIGRANTS DEPUIS 35 ANS.**

SERVICE ACCUEIL ET INTÉGRATION

- Information et orientation dans le processus d'immigration, d'installation et sur les démarches à entreprendre auprès des instances de l'immigration
- Écoute et soutien
- Information sur la recherche de logement
- Cours de français pour nouveaux arrivants
- Cours d'anglais pour résidents permanents en recherche d'emploi
- Lutte à la discrimination et défense des droits
- Aide alimentaire, groupes d'achats et informations sur la saine alimentation
- Bienvenue la famille dans le quartier Rosemont La Petite-Patrie
- Soutien aux jeunes
- Déclarations de revenus
- Assermentations
- Bénévolat, activités socioculturelles
- Autres services en lien à l'immigration et l'intégration

SERVICE EMPLOYABILITÉ

- Services d'aide à l'emploi (SAE): Spécialisés, à la carte et selon les besoins ciblés
- Rencontres individuelles : Évaluation des besoins et orientation professionnelle
- Ateliers de recherche d'emploi
- Information sur le marché du travail et traitement des offres d'emploi
- Préparation de CV par compétences, par potentiel et par cible
- Simulation et préparation aux entrevues d'embauche
- Assistance dans les démarches de reconnaissance des acquis professionnels et académiques hors Québec
- Choix de carrière et de formation professionnelle
- Rencontres avec les employeurs, sessions d'information et réseautage professionnel
- Visites d'exploration et d'observation dans les industries et les entreprises
- Placement en emploi et maintien durable en emploi

**NOUS AVONS 35 ANNÉES D'EXPÉRIENCE
EN MATIÈRE D'IMMIGRATION**

**NOUS ACCUEILLONS PLUS DE 10 000
PERSONNES CHAQUE ANNÉE**





La ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, Mme Kathleen Weil, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Sam Hamad, et le whip en chef du gouvernement et député d'Huntingdon, M. Stéphane Billette, dénoncent les modifications apportées par le gouvernement fédéral au Programme des travailleurs étrangers temporaires (...)



sieurs secteurs d'activité qui peinent déjà à recruter risquent d'être privés d'une main-d'œuvre précieuse. Leurs activités pourraient être compromises ce qui entraînera un impact économique négatif. »

« Dans Huntingdon, nous avons la chance d'avoir de nombreuses entreprises agricoles et principalement maraîchères. Dans la MRC des Jardins-de-Napierville, l'agriculture occupe la quasi-totalité du territoire et des milliers de travailleurs étrangers temporaires y travaillent chaque année.

Les gens veulent manger des produits québécois et le recours à des travailleurs étrangers temporaires permet à des centaines d'entreprises de notre région d'offrir à la population des produits de chez nous. Ce changement du fédéral nuira au potentiel de production et de transformation de nos produits agroalimentaires par le manque de main-d'œuvre », a déclaré M. Billette.

« Le Québec a fait preuve de rigueur et d'intégrité dans la gestion de ce programme. Malgré les succès obtenus, le gouvernement fédéral a décidé d'aller de l'avant avec une réforme qui rend plus difficile l'accès des entreprises québécoises à une main-d'œuvre temporaire internationale pour aller chercher des talents stratégiques et combler des besoins urgents. Nous partageons évidemment l'objectif d'accorder la priorité à l'embauche d'une main-d'œuvre locale pour combler les besoins de nos entreprises.

Il n'en demeure pas moins que, dans certains cas, la main-d'œuvre locale ne suffit pas à la demande. Le positionnement international et, parfois même, la survie de plusieurs entreprises québécoises dépendent du recrutement international. Elles évoluent dans un contexte mondial où la concurrence fait rage tant pour attirer et retenir les talents stratégiques que pour occuper et maintenir une part des marchés », a conclu la ministre Kathleen Weil.

Source : Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)

Un nouveau Règlement sur les consultants en immigration est en vigueur depuis le 16 avril dernier

La ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, Mme Kathleen Weil, a annoncé, le 27 avril dernier, que le nouveau Règlement sur les consultants en immigration est en vigueur depuis le 16 avril dernier.

« Le nouveau règlement est plus efficace pour enrayer les mauvaises pratiques améliorant ainsi la protection des candidates et des candidats à l'immigration qui ont choisi le Québec pour s'établir », a déclaré la ministre. Les consultants en immigration et leurs associations ont par ailleurs fait savoir qu'ils appuient l'ensemble des modifications apportées au règlement.

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion avait mis en application le Règlement sur les consultants en immigration en 2010 dans le but d'encadrer les activités des personnes agissant à titre de consultants ou consultantes en immigration, de protéger les candidates et candidats contre le comportement frauduleux de certains consultants et de protéger l'intégrité des services publics et des lois sur l'immigration du Québec. Bien que la situation se soit beaucoup améliorée, le Ministère a proposé des modifications substantielles au règlement. Celles-ci permettront :

- de resserrer les conditions visant la reconnaissance des consultants en immigration. Par exemple, un consultant ne devra pas avoir commis d'infraction pendant les cinq années précédant sa demande de reconnaissance, au lieu de trois comme précédemment. Elles permettront aussi de prendre en compte les infractions à d'autres lois que celle sur l'immigra-

tion et les infractions commises à l'étranger ayant un lien avec les activités de consultant en immigration.

- d'augmenter les responsabilités des consultants en immigration : ceux-ci devront, par exemple, conserver pendant cinq ans les documents relatifs à leur demande de reconnaissance, aux contrats de service et aux demandes d'immigration.

Les modifications apportées ont pour objectif d'assurer l'intégrité des programmes d'immigration et de mieux encadrer la fonction de consultant en immigration. Elles prennent en considération la nécessité de cohérence avec les dispositions mises en vigueur par le gouvernement fédéral et le Conseil de réglementation des consultants en immigration du Canada.

« Je tiens par ailleurs à rappeler que les candidats à l'immigration peuvent faire eux-mêmes l'ensemble des démarches d'immigration. Le recours à un consultant en immigration n'est pas obligatoire et aucun traitement prioritaire ou particulier n'est accordé au dossier d'un candidat représenté par un consultant », a précisé la ministre Kathleen Weil.

Les renseignements sur la nouvelle réglementation et sur les procédures à suivre pour obtenir la reconnaissance sont disponibles dans le site Web du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion au www.micc.gouv.qc.ca/consultant

Source : Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)

Une activité qui pourrait voir la participation
d'associations maghrébines

La Maisonnée et Toxique Trottoir annoncent L'ÉKLEKTIK PARADE DU MONDE / Rêves de quartier, un projet de participation artistique citoyenne dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie.

Prévue pour octobre 2016, l'expérience déambulatoire rassemblera près de 50 organismes communautaires, institutions publiques et entreprises et sillonnera les ruelles et les rues de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie entraînant plus de 1000 acteurs, artistes et comédiens amateurs dans son sillage.

Cette grande randonnée urbaine et éclectique, intergénérationnelle, intersectorielle et interculturelle vise à développer la solidarité et la fierté des enfants, des jeunes, des familles, des aînés, des travailleurs, des étudiants, des locataires et des propriétaires à travers une marche collective et créative dans les entrailles du territoire.

Ce mouvement citoyen reliera les deux quartiers de l'arrondissement (redécouverte et appropriation du territoire). Il passera par les réalisations citoyennes marquantes. Il fera connaître le dynamisme des citoyens. Il fera visiter les coins du quartier qui méritent une revitalisation. Puis, il mettra en valeur la créativité des citoyens et de leurs quartiers au coeur de la vie montréalaise et québécoise.

La Maisonnée et Toxique Trottoir invitent les organismes communautaires, institutions publiques et entreprises à s'inscrire dans un premier temps aux ateliers créatifs dont l'objectif est d'amener ces groupes à créer des propositions artistiques pluridisciplinaires où se croiseront le théâtre, la danse, les

arts visuels, les arts du cirque, et la musique.

Dates des prochains ateliers créatifs

14 mai, 28 mai et 16 juin | De 18h30 à 21h30 | 5350 rue Lafond, Montréal

Pour en savoir ou pour inscription, demandez Richard Nicol par téléphone au 514 271.3533

Ou pas courriel :

richard.nicol@laimaisonnee.org

La Maisonnée en bref

La Maisonnée offre des services collectifs et individuels en matière d'accueil et d'intégration socioprofessionnelle. Elle accompagne sur-

tout les nouveaux arrivants dans toutes les étapes de leur établissement et de leurs démarches vers l'emploi au Québec. La Maisonnée sensibilise aussi bien la société d'accueil que les immigrants sur les principes et les avantages du vivre-ensemble et du renforcement du lien social.

Toxique Trottoir en bref

Compagnie de création artistique dirigée depuis 2004 par trois femmes de théâtre, Muriel de Zangroniz, Dominique Marier et Marie-Hélène Côté, Toxique Trottoir engage les artistes, le public-citoyen et les lieux publics dans un processus de rencontres et de dialogues insolites qui participe au vivre-ensemble.



Nous cherchons des vendeuses ou des vendeurs de publicité pour notre journal. Appelez-nous !

Gagnez un important pourcentage sur les ventes (Percevable tant et aussi longtemps que le client affiche sa publicité avec nous)

Tél. : 514-576-9067. Courriel: elfouladi@videotron.ca

Métamorphose annoncée du paysage politique français

Avec la probable création de deux partis incessamment, l'un qui va se créer sur les cendres de l'UMP et l'autre sur celui du Front National en plus du premier ministre Manuel Valls qui désire changer le nom du parti socialiste, le paysage politique français serait effectivement en train de changer profondément, à l'image des défis politiques et économiques de la France.



Par Anas Abdoun

Étudiant en Sciences politiques à l'Université de Montréal, candidat à une Maîtrise en Relations

L'UMP se voulait rassembleur de la grande famille de la droite républicaine en regroupant l'aile droite des centristes de l'UDF et le parti gaulliste du RPR. Cette cohabitation a tenu à peine 12 ans. L'alliance, forte de sa nouvelle victoire en 2002, a connu son âge de gloire jusqu'à 2007. Nicolas Sarkozy menant une politique très à droite dans laquelle les centristes et les gaullistes ne se reconnaissaient pas, mais auquel seul la victoire et la redistribution de certaines circonscriptions permettait de garder une alliance de façade.

La campagne de 2012 a clairement marqué le divorce. Et pour cause ! Le président Sarkozy, déjà très à droite, a cherché à chasser sur les terres du Front National durant la campagne électorale, tenant clairement des propos anti immigrants et islamophobes. Les centristes et les gaullistes ne se sont pas reconnus et se sont manifestés seulement après la campagne électorale, conforme à ce célèbre adage "la droite est comparable à des loups, ils se bagarrent tout le temps entre eux, mais ils chassent en meute". La défaite électorale de 2012 a, par la suite, libéré la parole à droite et laissé le champ libre aux égos et à la division.

L'UMP a d'abord connu cette guerre fratricide entre l'ancien premier ministre François Fillon et le chef de file du parti à l'assemblée nationale, Jean François Copé, en vue de prendre la tête du parti. Les différentes campagnes et les accusations mutuelles de fraudes à l'élection interne ont considérablement affaibli le parti et l'ont divisé entre deux camps qui ne travaillaient plus ensemble.

Après ce triste spectacle qu'avait donné le parti, c'est l'affaire Bygmalion qui plonge le parti au cœur d'un scandale juridique à l'heure où les français sont totalement désespérés de l'honnêteté des hommes

politiques. Enfin, l'UMP sort divisé de ces primaires entre Bruno Le Maire et Nicolas Sarkozy, même si la vraie rivalité réside entre Alain Juppé et l'ancien président. Le maire de Bordeaux a eu l'intelligence de se positionner au dessus de toutes querelles politiques, il a la sagesse et l'expérience que les français recherchent et a le soutien des gaullistes qui voient en lui la continuité de la droite sociale et républicaine que Nicolas Sarkozy a tué. Le duel est donc déjà annoncé entre Juppé le rassembleur au centre et Sarkozy celui qui va chercher le soutien de l'aile droite.

LA CHUTE DU PS

D'autre part, et vers la gauche, jamais le Parti socialiste n'a été aussi impopulaire. Il n'a jamais été aussi divisé que depuis sa création dans les années 70 entre les partisans et les opposants de la sociale démocratie. Ainsi les militants socialistes sont déroutés de voir que le gouvernement de gauche applique des réformes libérales et fiscales que la droite a rêvé de faire mais n'a jamais eu le courage politique d'appliquer. La situation économique et sociale est critique et la côte de popularité du président est à peine à 12%, dans beaucoup de pays du sud, des révolutions ou des coups d'états ont éclaté avec des chefs d'états plus populaires que cela.

Enfin, le sentiment de trahison dans les choix politiques du parti est palpable. En effet, lors de la primaire socialiste, le courant qui était arrivé en deuxième position était celui d'une gauche plus sociale et altermondialiste, celle d'Arnaud Montebourg. Tandis que le courant social libéral, Blairiste eut un très mauvais score, représenté par Manuel Valls. En d'autres termes la base du parti réclamait une politique sociale et à l'arrivée c'est une politique très libérale qui est mise en place. Arnaud Montebourg, plébiscité par la base du parti, s'est retrouvé évincé du gouvernement, tandis que Manuel Valls, boudé par les électeurs se retrouve installé à Matignon.

Les français retiennent de la droite un souvenir désastreux de sa gestion économique et sociale, force est de constater que le parti socialiste lui emboîte le pas, donnant l'illusion que la démocratie n'est qu'un leurre.

LE FN À LA CONQUÊTE DU POUVOIR

Dans cette grande crise économique et sociale et cette mauvaise gestion des deux principaux partis politiques, c'est le Front National qui sort le grand gagnant de cette crise sociale. En effet, le FN connaît ces dernières années une popularité en constante croissance. Cette ascension politique fulgurante, le parti la doit essentiellement à la brillante stratégie de sa présidente, Marine le Pen.

Dès son arrivée à la tête du FN, Marine le Pen développe une politique de dédramatisation du parti, évitant soigneusement de dérapier comme avait coutume de le faire son père Jean-Marie le Pen, l'actuel président d'honneur du parti. Marine le Pen, maîtrise les outils de communication, politise son discours et change la terminologie du programme: On ne parle plus de "priorité nationale" mais de préférence nationale. Enfin le Front national qui a toujours été un parti catholique et misogyne se réconcilie avec la laïcité et le féminisme, dans une finalité moins noble en revanche, celle de s'opposer encore mieux à l'islam tout en restant dans le cadre du politiquement correct.

Cette politique fonctionne: L'avancée du Front National dans le paysage politique Français est un fait et depuis 2007 le parti d'extrême droite a su gagner la confiance de nombreux français et fait de bons scores dans les élections cantonales, régionales et municipales... pour finalement arriver en tête dans les dernières élections européennes.

Au delà de la maîtrise de la communication politique, Marine le Pen a initié une véritable stratégie politique qui est celle de se positionner comme un parti au dessus de la querelle traditionnelle gauche-droite. En effet, le FN est de loin devenu le premier parti des jeunes et le premier parti des ouvriers; la classe populaire a déserté le Parti socialiste et se reconnaît d'avantage dans le discours très social du Front national. Le FN parle du maintien de la très couteuse politique sociale française, dans le soutien aux travailleurs qui se font licencier en raison de la délocalisation de leurs entreprises pour faire face à la mondialisation, ou de la baisse des salaires en vue d'être compétitif dans l'union européenne.

De la même manière, le FN récolte de nombreuses voix de droite sur la question de l'identité nationale, de l'arrêt de l'immigration, et la question de l'islam et des musulmans qui sont devenus les boucs émissaires désignés de la crise économique et sociale qui sévit en Europe.

L'intelligence du FN est de paraître plus social que la gauche et plus conservateur que la droite. Enfin le fameux discours de bonnet blanc-blanc bonnet, fait mouche quand on voit la politique du parti socialiste qui se retrouve dans la lignée de celle de la droite en terme socio-économique mais surtout fiscale.

Ce n'est pas la situation économique ou budgétaire qui est la cause de la situation désastreuse de la France, c'est l'union européenne, les musulmans sont la cause de notre crise identitaire, et la mondialisation la cause de notre chômage.

Ce discours, aussi simpliste soit-il, fait écho auprès d'une population française largement pessimiste quant à la capacité de la France à se sortir de la crise. Le débat sur la laïcité touche à ce qui est au cœur de l'identité française, à un moment où cette identité est remise en cause par le haut, dans l'intégration européenne et la mondialisation, alors on s'accroche à un consensus de valeurs républicaines et nationales qui seront mise à mal par le bas, dans les banlieues et à l'école

Avec un nouveau nom, un nouveau parti, de nouveau cadre et une excellente maîtrise de la communication, le FN est aujourd'hui un parti incontournable dans la vie politique française. Aujourd'hui les deux grands partis de France ne se demandent plus s'ils vont gagner l'élection présidentielle, mais bien s'ils vont arriver au deuxième tour face au FN qui semble déjà avoir son ticket pour la finale. En 2002 Jean-Marie Le Pen a créé le choc et la stupeur parmi la population française en arrivant au deuxième tour. En 2017 tout le monde sait que sa fille sera au second tour avec un très bon score sans que cela ne choque personne et c'est peut être ça qui est le plus inquiétant



Maroc

Canada

Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Chroniques d'un neurochirurgien schizophrène : la voix des sans voix dans un système de santé à deux vitesses.

Un livre de Dr Med Zaari Jabiri

Dr Mohammed Zaari Jabiri est un médecin résidant en psychiatrie à l'Université Laval (Québec), mais qui a aussi étudié à la Faculté de médecine de l'université Paris Descartes en France. Auteur de plusieurs articles parus dans la presse écrite nationale et internationale sur divers sujets d'actualités, il est connu pour son franc-parler.

« Ce livre, je l'ai écrit avec mes tripes », nous déclara d'emblée Dr Zaari Jabiri. Et de souligner :

« Je l'ai écrit pour rendre hommage à tous ceux et celles de mes patients qui souffraient en silence, qui subissaient les affres du système. Mais qui ont su tellement m'apprendre sur la vie. Arriva un moment où je me suis alors dit: Pourquoi ne serais-je pas leur porte-voix? Ce serait ainsi un modeste dû pour tout ce qu'ils m'ont appris sur l'humain et la souffrance de l'humain ...

Et Dr Jabiri de conclure qu'il a décidé que les redevances de ce livre soient utilisées à des fins humanitaires 'afin d'honorer ces personnes vulnérables dans les pays où va se vendre le livre'.

AU SUJET DE L'AUTEUR

Depuis 10 ans, Dr Mohammed Zaari Jabiri se consacre à des activités humanitaires pour venir en aide aux patients et défendre leurs droits. Très tôt, il a fait de la sensibilisation médicale son cheval de bataille en Afrique du Nord. Il est également l'auteur et le présentateur d'une émission de télévision de vulgarisation médicale diffusée en Afrique du Nord.

Dans ce recueil l'auteur relate les histoires vraies de patients qu'il a rencontrés dans un pays nommé «le plus beau pays au monde». Il s'agit d'histoires d'êtres humains qui sont morts ou qui ont subi les conséquences d'un système de santé défaillant. Des êtres humains qui ont parfois souffert le martyr, et qui ont été relégués aux oubliettes de l'histoire.

Plus que des histoires, l'auteur nous fait part de toutes les valeurs humaines qu'il a acquises à leurs côtés et qui ont fait de lui le médecin engagé qu'il est devenu aujourd'hui. L'auteur souhaite par ce recueil faire un travail de mémoire afin que nous n'oublions

pas ces gens-là et que leurs tragédies puissent nous servir à nous tous où que nous vivions. Il souhaite aussi tirer la sonnette d'alarme et souligner l'importance de conserver nos valeurs humaines, des valeurs qui commencent à se dissiper au nom du modernisme qui règne dans nos sociétés de consommation.

À travers ces histoires il tient à rendre hommage à tous ceux et celles qui luttent pour leur survie dans des conditions difficiles et qui s'accrochent aux belles valeurs humaines. .

Extrait du livre (Introduction)

On m'a toujours dit que nous, les êtres humains, naissons deux fois : la première fois, lorsqu'on vient au monde, et la seconde, lorsqu'on sait pourquoi.

Moi, c'est à mes patients que je dois la chance de ma seconde naissance. Après plusieurs années d'errance en ce monde, j'ai enfin su pourquoi j'existais, pourquoi je faisais subir ma piteuse existence aux personnes qui m'entouraient.

Je n'aurais jamais imaginé que des personnes pauvres, analphabètes, vivant dans une misère sociale totale et oubliées de tous pouvaient m'éduquer et m'ouvrir les yeux, à moi, le médecin instruit, parlant plusieurs langues, vivant en marge de la société, tout fier de son arrogance et de son indifférence, à qui la vie avait tout donné et surtout n'avait rien pris.

Voici le récit d'un Homme ayant découvert son humanité devant la souffrance d'autres humains, ayant découvert qu'il possédait au fond de lui-même des valeurs comme la sensibilité et l'amour, des valeurs qu'il considérait auparavant comme étant synonymes de faiblesse et qu'il avait remplacées, comme plusieurs, par l'individualisme et la cupidité.

Il s'agit d'un travail de mémoire pour ne pas oublier la souffrance des autres et pour ap-

précier la chance dont on jouit chaque jour. Un travail de mémoire pour savourer les petits moments de plaisir et de bonheur que la vie nous offre à chaque instant de notre existence. Un travail de mémoire nécessaire pour honorer ceux à qui la vie a tourné le dos sans crier gare.

Ces lignes sont adressées à nous tous, hommes, femmes, adultes, enfants, peu importe nos croyances, nos origines ou nos appartenances politiques et idéologiques. Elles sont destinées à l'Homme avec un grand H, du moment

que cet Homme possède encore au tréfonds de son cœur ne serait-ce qu'une parcelle de tolérance et de sensibilité.

À travers les pages et les chapitres de ce livre, vous vivrez avec moi, pas à pas, les moments difficiles et insupportables de personnages réels, courageux, déterminés à survivre, mais surtout victimes de la pauvreté et de la misère. Des personnages victimes d'un système social et politique géré par des incompetents, des corrompus, des responsables irresponsables et qui sont eux-mêmes le ré-

sultat d'une machine mondiale défectueuse dont chacun de nous pourrait être responsable, directement ou indirectement.

Que vous habitiez dans un pays développé ou sous-développé, que vous fassiez partie d'une société «moderne» ou «médiévale», ce recueil est pour vous. Même si vous n'y reconnaissez pas votre société, vous y apprendrez quelque chose, car si nous ne choisissons pas notre avenir, nous avons tous

À suivre : Page 11





Chroniques d'un neurochirurgien schizophrène : la voix des sans voix dans un système de santé à deux vitesses.

Suite de la Page 10

quelque chose en commun, soit nos valeurs humaines. Par leur noblesse, ces valeurs traversent toutes les frontières et nous devrions les défendre avec acharnement pour assurer un monde meilleur à nos enfants.

Quand on choisit de devenir médecin, ce n'est pas toujours pour les bonnes raisons... Ce n'est qu'au fur et à mesure, quand on pénètre « dans le vif » de ce métier, que l'on peut avoir la chance de savoir pourquoi on a fait ce choix, et beaucoup ne le sauront jamais malheureusement. En tant que jeune rookie en médecine, on est animé par la volonté de soulager les malades et de venir en aide aux démunis, mais trop vite, on devient blasé devant la dure réalité des choses.

Trop vite, la vie nous malmène, nous aliène et nous rend

insensibles, voire aveugles à la souffrance et c'est à ce moment précis que commence notre chute.

Je me suis toujours posé un tas de questions. Est-ce que dans la vie on doit affronter la souffrance pour redécouvrir l'humanisme en nous ? À quel moment de notre vie perd-on cet humanisme ? Et surtout, est-ce qu'on doit se brûler par le feu pour savoir que c'est bien du feu ? Des interrogations qui me laissent perplexe chaque fois que je suis témoin d'injustices. On dirait que l'être humain n'apprend presque jamais de ses erreurs passées et qu'il faudrait constamment les lui rappeler.

Certains me diront que l'oubli fait partie de nous. Je leur répondrai que oui, effectivement, mais oublier nos valeurs communes pourrait mener à notre destruction.

Ce recueil est principalement pour vous, mes chers patients, vous qui, pour la plupart, n'êtes plus de ce monde. J'écris pour présenter les valeurs humaines que vous m'avez apprises à des moments où nos vies se sont croisées par la force des choses. Je relate vos histoires tragiques et je les consigne pour retrouver une certaine paix intérieure, une paix que j'ai perdue le jour où j'ai mis les pieds dans cet hôpital du plus beau pays du monde.

Je vous l'avoue, j'ai honte de moi, honte d'avoir été témoin de votre souffrance et d'être resté muet, d'avoir échoué à vous défendre ou, au moins, à vous offrir une fin de vie digne de tout être humain ; j'ai honte aussi d'avoir mis du temps avant de trouver le courage de commencer à écrire ces lignes. Aujourd'hui, à travers ce récit, je

m'engage devant vous tous à raconter vos histoires, votre vécu, en espérant que ma voix atteigne des cœurs attendris. Je suis sûr qu'un jour nos chemins se croiseront à nouveau, dans cette vie ou dans une autre, et ce jour-là, je prierai pour que ce témoignage me permette de lever la tête et de vous regarder en face, les yeux dans les yeux, et de vous dire que j'ai fait quelque chose pour vous et que je ne vous ai pas laissé tomber. Je pourrai peut-être ainsi atteindre la rédemption que je cherche.

La plupart d'entre vous n'auront jamais la chance de lire ces lignes, soit parce que vos paupières se sont refermées à jamais, soit parce que vous ne savez ni lire ni écrire, ou pis encore, parce que vous n'avez pas les moyens de vous procurer ce livre. Sachez que je vous

dédie ce recueil, avec mon plus profond respect, en ayant pour seul espoir que vous l'acceptiez un jour.

Ce recueil est pour que votre tragique existence ne puisse se répéter et pour donner à vos vies un certain sens.

Grâce à vous, j'ai eu la chance de découvrir le sens du mot humilité, de constater à quel point nous sommes petits dans ce bas monde, mais aussi à quel point nous pourrions être grands si nous appliquions certaines valeurs humaines.

DISPONIBILITÉ DU LIVRE
Au Québec, le livre est déjà disponible chez Renaud-Bray.
Bientôt il le sera en France, au Maghreb et au Liban.

LANCEMENT DE LA 7^{ème} EDITION DES UNIVERSITES D'ETE AU PROFIT DES UNIVERSITAIRES MRE

Dans le cadre d'une démarche participative et en partenariat avec trois universités marocaines (Abdelmalek -Essaâdi -Tétouan, Hassan II-Casablanca, et Ibn Zohr-Agadir), le Ministère Chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration organise la septième (7^{ème}) Edition des Universités d'été. Ce programme a pour finalité le renforcement des liens culturels entre les jeunes marocains Résidant à l'Étranger et la mère patrie.

Vont participer à cette 7^{ème} édition des Universités d'été 2015, 300 jeunes étudiants d'origine marocaine résidant à l'étranger, âgés entre 18 et 25 ans.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Les objectifs du programme sont :

- La préservation et la promotion de l'identité nationale des nouvelles générations des MRE par la dissémination des valeurs originelles de la civilisation marocaine basée sur le dialogue, la tolérance et la coexistence.
- La présentation des grands projets et opportunités d'investissement au Maroc, et la sensibilisation des jeunes MRE à participer aux grands chan-

tiers de développement au Maroc, que ce soit par l'investissement direct ou par leur participation active en tant qu'experte ressources humaines à forte valeur ajoutée.

- Le renforcement des liens d'appartenance avec le pays d'origine et la mise en place des premiers jalons des réseaux estudiantins des marocains du monde.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les participants aux universités d'été 2013 doivent être :

1. des Marocains Résidant à l'Étranger ;
2. Ayant eu leur baccalauréat au pays d'accueil ;
3. âgés de 18 à 25 ans ;
4. des universitaires ;
5. excellent au niveau académique ;
6. ayant une carte consulaire ;
7. ayant une assurance couvrant le territoire marocain.
8. jamais participés à l'une des éditions précédentes des universités d'été.

DOSSIER D'INSCRIPTION

Le dossier d'inscription doit contenir :

1. Le formulaire de candidature à télécharger sur le site web du Ministère www.marocainsdumonde.gov.ma, doit être rempli et envoyé par voie électronique ;
2. Une copie du Baccalauréat obtenu au pays d'accueil ;
3. Une copie de la carte d'étudiant ou de l'attestation scolaire ;
4. Une copie de relevés de notes de la dernière année scolaire ;
5. Une copie du passeport ;
6. Une copie de la carte consulaire ;
7. Un curriculum Vitae (C.V) ;
8. Une copie de l'attestation d'assurance.
9. Une copie du dossier médical.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- La date limite d'inscription est le 15 Mai 2015 ;
- Chaque université dispose d'un nombre de places limité ;
- Les frais de séjour: logement, nourriture, transport interne et les billets d'avion sont pris en charge par le Ministère Chargé des Marocains Rési-

dant à l'Etranger et des Affaires de la Migration.

COMMENT POSTULER ?

Les démarches à suivre pour postuler à la 7^{ème} édition des Universités d'été 2015 sont :

Le candidat doit envoyer le formulaire de candidature dûment rempli, et les pièces d'inscription mentionnées dans le dossier d'inscription, via email :

2015university@mcmre.gov.ma

Ou

2015university.mcmre@gmail.com

ÉTUDE DES DOSSIERS

Les candidats retenus seront informés par courrier électronique, après la sélection des dossiers par une commission du Ministère, en tenant compte du respect des conditions de candidature ainsi que de l'excellence du niveau académique.

Pour plus d'informations, contacter les numéros suivants :

00212 5 37 77 65 88 // 00212 5 37 77 65 64 du lundi au vendredi (09h -17h)

Au lendemain de la décision du Conseil de Sécurité de l'ONU de prolonger la "Mission des Nations-Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental" (MINURSO), l'économiste Mouhammed Diouri () nous livre ici une réflexion d'où sort le fait que le projet d'autonomie présenté par le Maroc, à l'ONU, pour ses Provinces du Sud est une stratégie gagnante non seulement pour l'économie marocaine mais aussi un consensus qui pourrait calmer les tensions dans la Région et y instaurer une paix durable . Éclairage :*

La mondialisation est bien la réalité dominante du temps présent et aujourd'hui, il est devenu presque banal de l'affirmer. Pour un grand nombre de citoyens en effet, la vie ne s'arrête plus aux frontières de leur société. L'espace dans lequel ils évoluent est désormais pluriel et hétérogène. Leur environnement culturel, économique, intellectuel, médiatique, relève désormais de réseaux planétaires.

À bien des égards, la mondialisation a réduit le temps et l'espace dans lequel nous évoluons. Sur le plan économique, nous sommes entrés avec la mondialisation dans une nouvelle ère économique caractérisée au moins par quatre éléments :

- Un marché de plus en plus unifié;
- Des entreprises mondialisées gérant sur une base planétaire la conception, la production et la distribution de leurs produits;
- Un mouvement massif de délocalisation de la production vers les pays du Sud;
- Une interdépendance grandissante qui se manifeste par la formation de blocs et de marchés régionaux: L'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), le MerCO-SUR (Mercado Común del SUR), l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) et l'UE (Union européenne) pour ne citer que les plus importants.

MAROC ET MONDIALISATION

Le Maroc n'est pas à l'écart de ce processus. Il a continué d'approfondir son intégration dans l'économie mondiale. La part de son commerce dans le PIB a augmenté de façon significative au cours de la dernière décennie. Sous l'effet de la mondialisation également des réformes audacieuses et des investissements massifs, ont entraîné des modifications de la structure économique du pays. Le changement structurel le plus important a été la baisse de la part du secteur primaire dans l'économie et la croissance de la part des services. Ces niveaux demeurent en deçà comparés à ceux des économies émergentes les plus performantes, mais la tendance est encourageante.

C'est pourquoi, il ne faut pas perdre de vue que les contraintes du monde d'aujourd'hui symbolisées par la mondialisation de l'économie ne militent plus en faveur de l'émiettement des États existants ni de l'indépendance des territoires de dimension réduite sans atouts économiques significatifs et sans avantages comparatifs. La question qui est donc posée dans des économies comme celle du Maroc est bien celle des rapports entre autonomie et développement dans un espace économique en mondialisation croissante.

MÉNAGE ÉCONOMIQUE À TROIS

Dans le contexte, et compte tenu de l'état de l'économie marocaine aujourd'hui,

le développement régional des provinces en cause participe désormais d'une approche, qui ne repose plus sur le couple État-Marché mais sur un ménage à trois État-Marché-Société civile, une approche qui ne mise plus sur la hiérarchie et la centralisation mais sur le partenariat, la décentralisation, les réseaux. Sous cet angle le régional s'inscrit dans une autre configuration du développement, dans d'autres rapports entre l'économique et le social, d'autres modes de régulation et de gouvernance. C'est le sens qu'il faut donner à la mise en œuvre des politiques publiques dans ces provinces axées sur leur intégration à l'économie et à la société au Maroc et articulée sur l'idée d'autonomie régionale comme « bassin de vie » devant assurer aux populations locales la maîtrise effective de leurs affaires.

Cela a conduit à la recherche de nouvelles formes de solidarité et de coopération à l'intérieur de la société marocaine fondé sur l'esprit d'équité, de complémentarité et de respect mutuel. D'où la volonté d'infléchir le processus du développement économique et social de ces régions de façon à en faire un " développement par les populations et pour les populations ".

DE LA RÉGIONALISATION À L'AUTONOMIE

Cela s'est traduit par la responsabilisation des populations de ces régions dans la conduite de leurs affaires donc de la récupération par eux des

instruments économiques de leur autonomie effective et de la maîtrise de leur destin. Ceci a impliqué également la restauration dans ces provinces, partout où elles semblent les avoir perdues, de leurs capacités de renouvellement donc de création de valeurs nouvelles et d'invention de solutions originales adaptées aux conditions, inédites dans lesquelles elles sont amenées aujourd'hui à mener leur existence et à inscrire leur action.

Il faut en effet mentionner que les provinces marocaines du Sud couvrent environ 58,6% de la superficie nationale : Guelmim (Province), Tan - Tan (Province), Sidi Ifni (Province), Assa - Zag (Province)- Laâyoune - Saguia al Hamra Es Semara (Province), Boujdour (Province), Laâyoune (Province), Tarfaya (Province)- Ed Dakhla - Oued ed Dahab Aousserd (Province), Oued Eddahab (Province).

Toutefois, de toutes ces provinces, seulement deux rentrent dans le cadre de la mission de la MINURSO et créent une tension entre l'Algérie et le Maroc par POLISARIO interposé. Il s'agit de : 1- Laayoune (Laâyoune - Seguia al Hamra) et 2- Dakhla (Oued Dhahab); Provinces qui couvrent environ 37% de la superficie nationale et dont la population ne représente que moins de 2% de la population totale du Maroc.

L'OCCUPATION ESPAGNOLE

L'Espagne n'a consenti que de faibles investissements pour le développement économique et social de ces territoires. Sans eau ni électricité, des équipements et des services sociaux modestes voir inexistantes. De surcroît faiblement doté en avantages comparatifs et en attractivité et très faiblement génératrice de valeur ajoutée en dépit de sa grande superficie. A cet héritage, il faut ajouter un enclavement à la fois géographique et économique de la région par rapport aux espaces agricoles et urbains situés plus au Nord.

La rareté des ressources naturelles notamment les ressources en eau souterraine et la difficulté de sa mobilisation ont accentué les difficultés économiques de la région. A l'autre pôle, les régions de Casablanca, Rabat, Chaouia et Marrakech sont à l'origine de près de 50% de la richesse nationale.

À suivre : Page 15



Ville de Laayoune

Suite de la Page 14

Telle est la situation de ces provinces quand le Maroc a récupérées. D'où un hiatus béant entre le sous-développement régional de ces provinces et le reste du pays et l'urgence de trouver les leviers d'intégration des provinces sahariennes au Maroc. Ces contradictions qui découlent tout naturellement de la logique de développement colonial sont tangibles et méritent d'être clairement mises en évidence, parce que certains nous semblent avoir un peu trop tendance à les inscrire dans la rubrique des "pertes et profits" d'une comptabilité historique pressée de fermer ses registres sur les "bienfaits" et "les mérites" de la colonisation Espagnole.

TENDANCES ÉCONOMIQUES

En dépit de la diversité des moyens pour combattre les disparités régionales une des prémisses essentielles des stratégies de développement régional consiste à passer par une évaluation des problèmes de la région concernée pour dégager les grandes tendances mais également les potentialités et à considérer la réalité régionale comme un potentiel sous utilisée. Dans le cas des provinces en question, il est possible de repérer cinq tendances économiques principales :

-L'absence d'un pôle économique dominant forgé par une complémentarité entre les économies provinciales voisines. Par exemple, l'agro-industriel ou tourisme à l'image des autres régions du pays;

-Une répartition géographique de la population, concentrée le long des grands axes routiers et du littoral et la faiblesse des habitants du milieu rural, pose le problème de la viabilité du développement des secteurs à vocation rurale et entraîne plus de pression humaine sur les villes avec leur exigence croissante en équipement urbain y compris le logement;

-L'absence d'un secteur qui puisse jouer le rôle de base économique régionale avec des effets multiplicateurs. Ce problème se pose également au niveau de chaque province;

-La difficulté d'attirer des investissements, surtout privés, en dépit de l'effort considérable des autorités publiques en faveur de la région. La difficulté ici réside dans la faiblesse des rendements d'opérations réalisées loin des grands marchés et dans des conditions de production peu compétitives;

-L'aridité du climat de ces des régions désertiques qui décourage le développement de l'agriculture.

Ces tendances économiques lourdes expliquent la centralité dans la stratégie marocaine de développement des provinces sahariennes, des politiques

publiques qui se sont traduites par des investissements réalisés tout le long des trois dernières décennies et qui se sont traduites en chantiers urbains, en maillage routier, portuaire, aérospatial et en équipements socio-économiques de base (éducation, emploi, santé, réseaux hydrauliques et électriques, etc.). Les résultats sont difficilement contestables. L'indice de développement humain, indicateur qui rend compte de trois critères que sont le niveau de vie le niveau d'éducation et l'espérance de vie, dans ces régions se compare avantageusement aux indices au niveau national.

En termes de scolarisation, santé, éducation, accès aux infrastructures, elles font largement mieux que la moyenne nationale.

RENFORCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Cette performance est due, principalement, aux efforts déployés ces dernières années par les pouvoirs publics pour le renforcement des investissements en matière d'installations portuaires et d'infrastructures industrielles, commerciales et de formation professionnelle. Favoriser une meilleure répartition de la richesse entre les citoyens, quel que soit leur lieu de résidence est la condition nécessaire au processus de développement équilibré du pays. La mise sur pied de divers services publics, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, et l'adoption plusieurs politiques pour soutenir le développement régional, tout ça a été rendu possible par la centralité et le poids pris par les politiques publiques du Maroc dans la stratégie nationale de développement des provinces sahariennes.

UN EXEMPLE ÉCONOMIQUE POUR LES PROVINCES DU NORD

Des pas importants ont donc été franchis en matière de développement dans les provinces sahariennes, cela ne fait plus de doute même aux yeux des relativistes extrêmes et autres fervents opposants du Maroc. Le développement économique et social

des provinces en cause, pouvant être vu comme un modèle futur dans la régionalisation. Ce qui a été fait en ce domaine servira d'appui au lancement d'une nouvelle dynamique et permettra aux citoyens des autres régions d'avoir leur mot à dire au regard du développement de leur communauté. Il s'agit maintenant de relever le pari consistant à poursuivre le transfert aux citoyens des régions les leviers du développement économique et régional par une démarche importante de décentralisation et de déconcentration des responsabilités et des ressources. Le processus est d'ores et déjà bien engagé.

Le Maroc connaît une bonne performance économique globale, mais de fortes disparités subsistent toujours entre les régions et à l'intérieur d'une même région. La distance demeure un facteur important, surtout pour les provinces sahariennes car en s'éloignant des grands centres de l'activité économique, la structure industrielle se modifie avec son lot de conséquences sur l'emploi et la distribution de la richesse pour les populations locales. Les politiques publiques du Maroc dans ces provinces ont cherché à compenser les écarts de développement entre les régions. Elles ont voulu favoriser une meilleure répartition de la richesse entre les citoyens, quel que soit leur lieu de résidence, et, pour ce faire, ils ont mis sur pied divers services publics, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, et adopté plusieurs politiques pour soutenir le développement régional qui se sont traduites par :

- l'amélioration de l'efficacité et la qualité des services offerts aux citoyens de ces régions;
- le rapprochement des lieux de décision des citoyens pour une réponse mieux adaptée à la variété des besoins qui se manifestent en région;
- l'élargissement des responsabilités des milieux locaux et régionaux afin de leur assurer une meilleure prise sur le développement de leur territoire;

- la prise en considération par le gouvernement des priorités élaborées par les milieux locaux et régionaux;

- la simplification des structures et des rapports entre l'État et les citoyens.

Tout cela représente des progrès qui rendent crédible le projet d'autonomie du Maroc pour ces provinces du Sud. Plusieurs pays le reconnaissent. Tout dépend en définitive et dans la perspective d'un règlement du conflit au Sahara, des hommes eux-mêmes, de leur volonté, de leurs actions, donc aussi de leur aptitude à identifier d'ores et déjà les défis que pose aujourd'hui globalement aux populations et au pays dans son ensemble, la poursuite du développement des provinces sahariennes dans un contexte national et mondial en profonde mutation.

Le Maroc s'est bâti sur la force de ses régions, de ses villes, de ses villages et du dynamisme des gens qui l'habitent. Cet acquis doit servir de tremplin pour permettre de franchir une nouvelle étape en matière de développement local et régional. Un Maroc qui affirme sa place et son originalité dans ce siècle nouveau doit mettre à profit la pleine contribution de toutes ses régions. Le projet d'autonomie est un pas dans cette direction. Les instances internationales (ONU, UE, UA...) devraient le reconnaître et en tirer les conséquences et le Maroc gagnerait à le faire connaître plus largement au monde.

Au sujet de l'auteur :

(*) Mouhamed Dioury, Marocain d'origine est notamment l'auteur de "L'exception au cœur de la mondialisation : renouveau arabe ou crépuscule islamiste" (2014), "Environnement économique" (2011) et de "La mondialisation: peu de gagnants, beaucoup de perdants" (2006) Il est économiste au Canada où il a enseigné de 1982 à 2012. Site WEB : www.dioury.ca



Ad-Dakhla

Le Maroc s'est doté, fin mars, d'un Institut destiné à la formation des Imams, des prédicateurs et prédicatrices. Nombre d'observateurs, des plus avertis de la chose religieuse, ne tarissent pas d'éloges et ne lésinent pas sur les superlatifs pour montrer le caractère élevé de la mission éducative de cet Institut et d'en souligner la dimension transfrontalière et internationale.



Par

Mohammed Mraizika ()*

Inauguré par le Souverain le 27 mars dernier, l'Institut Mohammed VI de Rabat ne pouvait susciter que l'admiration. C'est véritablement une œuvre magistrale par son ambition, son architecture, sa générosité et son enseignement. Lieu d'étude et de formation aux fondements théologiques de la religion musulmane, il est un rempart solide contre l'ignorance et l'intégrisme. Ouvert et accueillant il est l'expression d'une générosité et d'un effort incomparable du Maroc.

Construit dans un temps record, moins de 8 mois (le Souverain avait lancé les travaux le lundi 12 Rajab 1435 de l'Hégire, correspondant au 12 mai 2014), l'Institut Mohammed VI de Rabat est une merveille architecturale. Le génie architectural marocain s'y déploie avec finesse. Au premier regard on est frappé par la beauté des formes et la justesse des lignes et des dessins. La palette des couleurs du zellige est impressionnante. L'agencement des espaces est admirable. Erigé sur une surface avoisinant les 2,8 hectares l'Institut est structuré autour de grands espaces qui se complètent parfaitement bien. Pas moins de 17 salles de cours, 2 amphithéâtres, une bibliothèque (2 niveaux), 6 salles réservées au cours d'informatique. Un grand restaurant, une buvette, différents locaux (laverie, cuisine, réserve) et 318 chambres d'une capacité de 700 lits, complètent le dispositif.

Quant au staff enseignant, on ne peut qu'être admiratif devant la qualité exceptionnelle des enseignants, de leur dévouement et de leur disponibilité. La bonne gouvernance y trouve également son compte. La direction de ce magnifique lieu et ce projet éducatif revient à Mr Abdelhamid LAZAAR, un pédagogue averti, un homme d'expérience (ex-inspecteur de l'enseignement, lui-même enseignant et Imam), disponible et courtois, aidé par un staff administratif volontaire. Le tout fait de cet Institut de formation des Imams, prédicateurs et prédicatrices, qui porte le nom du Souverain Chérifien, un lieu d'étude, d'enseignement et de formation unique.

La mission principale de l'Institut Mohammed VI de Rabat est d'ordre éducatif ; avec des ramifications importantes, à savoir des fonctions de sensibilisation, d'immunisation et de préservation de la religion et des croyants contre les dérives et les déviations qui sont le propre d'un enseignement inadapté et anarchique.

Sur le fond, l'Institut dispense un enseignement spécifique qui fait de la doctrine achaharite, du rite malékite et du soufisme sunnite (professé par l'Imam al Jounaïd) son socle de base. Ce corpus, qui a une marque, une constance, de la pratique et de l'histoire religieuse du Maroc, qu'il a en partage avec nombre de pays de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb, se caractérise par sa grande capacité de promouvoir les "valeurs de tolérance, du juste milieu et de modération prônées par l'Islam".

La vague de terrorisme que connaît le monde aujourd'hui, et qui se réfère injustement à l'Islam, est à milieu de cette pratique tolérante et modérée de la religion.

Le quatrième pilier sur lequel s'appuie solidement cet enseignement est formé par "Imarat al-Mouminine" qui joue, dans cette construction doctrinale et théologique prouvée par l'histoire marocaine, un rôle décisif. Chargée de la défense de la "mila wa dîne", elle est la garante de sa préservation et de sa protection des dérives et des innovations (bida'). Les réformes sociétales que le Maroc a enregistrées ces deux dernières décennies (création de

Conseils des oulémas, formation des élites religieuses, code de la famille) ne sont donc pas fortuites. Elles sont raisonnées et répondent à la nécessité d'une pratique religieuse centrée sur le respect des croyances et des différences (Cf. le préambule de la Constitution de 2011).

La "Commanderie des croyants", exercée par les Sultans et les Rois du Maroc depuis des siècles, telle une "Vigie", veille au bon fonctionnement de tout le système. C'est un élément clef de la "singularité marocaine". Elle est le ciment qui consolide l'unité de la Nation marocaine et assure la stabilité du pays.

Le concept "de sécurité spirituelle" prend ainsi tout son sens. L'extrémisme religieux qui se revendique de la religion musulmane, désorganise et affaiblit les Etats, faisant des victimes civiles par milliers. La sécurité au sens militaire et policier du terme ne peut par conséquent, à elle seule, suffire pour éradiquer ce mal et combattre ses méfaits notamment sur la jeunesse. L'éducation, la formation, la pédagogie sont, à ce titre, fondamentales. C'est par leur entremise que l'on peut combattre efficacement l'ignorance qui conduit à l'extrémisme, comme l'a souligné le Ministre marocain des Habous, "La religion islamique a besoin (...) d'être protégée de ceux qui prétendent détenir le savoir religieux, des extrémistes et des ignorants".

C'est cette vision d'un Islam des lumières, éclairé et ouvert aux autres et à son époque, qui explique la volonté du Souverain marocain d'ouvrir les portes de l'Institut aux étudiants (soit 447) de pays africains (Mali, Côte d'Ivoire, Guinée...), européens (France) et arabes (Tunisie) afin de permettre "aux bénéficiaires de s'imprégner des préceptes modérés et de tolérance de l'Islam qui rejette l'extrémisme et l'exclusion" (A Taoufiq, Ministre des Habous).

La mission de l'Institut Mohammed VI de Rabat est donc explicite et affirmée : protéger la religion et les croyants des extrémistes et des ignorants. Les pays qui envoient leurs cadres religieux se former à Rabat ont compris tout l'intérêt de cette mission éducative portée au plus haut degré de l'excellence par le Maroc. Elle tient compte de leur

spécificité culturelle et respecte leur mode de vie et de gouvernance. Ce n'est pas une "formation clef en main" à l'instar de ce qui se fait dans le domaine du textile ou de l'automobile, mais une formation théologique adaptée, avec un volet profane moderne (Communication, histoire, informatique...), répondant aux défis d'aujourd'hui.

La France n'est pas en reste. L'Union des Mosquées de France, institution culturelle et culturelle française, a choisi de former ses Imams (une cinquantaine par an) au Maroc. C'est pour mettre ses mosquées à l'abri des "ignorants et des extrémistes" qu'elle les a inscrits à la formation proposée par l'Institut Mohammed VI de Rabat. Il aurait été regrettable qu'il n'en soit pas ainsi.

NOTE

(*) Mohammed Mraizika, docteur en Sciences Sociales (EHESS-Paris), diplômé de philosophie morale et politique (Sorbonne IV), Diplômé d'histoire et des Sciences de l'Information et de la Communication. Conférencier, Consultant en Ingénierie Culturelle, Auteur...

(Maroc)

Les prénoms amazighs enfin acceptés

Une victoire pour la Fédération nationale des associations amazighes (FNAA), l'inscription d'un prénom amazigh enfin acceptée. En effet, après un premier refus, les parents du jeune Eri ont été convoqués à l'Arrondissement d'Ain Chock pour l'inscription de leur enfant sur le registre d'état civil. Une réalisation importante selon la FNAA qui pourrait bien faire cas de jurisprudence. Notons que depuis le 24 avril 2013, une circulaire du ministère de l'Intérieur (32-20) adressée aux bureaux de l'État civil demandait aux officiers de ne plus interdire des prénoms amazighs.

La pression migratoire en méditerranée et le chaos Libyen

Le récent naufrage de 700 migrants, ces damnés de la terre, et ce au aux portes de l'Europe, est l'un des plus dramatiques. Partis des côtes libyennes pour regagner l'Italie, ce cauchemar vient de rappeler cette tragédie récurrente qui dure depuis le déclenchement de la guerre civile en Libye.



Par Hamid Soussany

Il y a presque quatre ans déjà. Car, c'est bien une succession de naufrages qui se déroulent depuis, mais ce dernier bouleverse les consciences par le nombre massif des victimes.

Ces migrants sont essentiellement des Subsahariens qui tentent de fuir la misère et regagner l'Europe. On y dénombre des Maliens et autres Nigériens, Érythréens, Ivoiriens, Somaliens, Sénégalais, Gambiens... Le départ des chalutiers se fait sans conteste des rives libyennes qui ne sont pas contrôlées par le gouvernement officiel. Mais bel et bien des côtes sous le contrôle des groupes armés, qui tirent, entre autre, bénéfice de ce business qui peut s'avérer très lucratif. Le prix du voyage par tête, selon les survivants, varie entre 700 et 7000 dollars.

Parmi les miraculés, on trouve trois Bangladeshis, et un Sierra-Léonais. C'est dire que les candidats viennent de très loin pour rejoindre les terres Libyennes, pourtant réputées dangereuses. Les migrants considèrent l'Italie comme un point de passage, avec comme objectif de rejoindre les pays nordiques de l'Europe où la législation est plus clémentine à l'égard des réfugiés, tant au niveau des régularisations qu'au niveau des aides financières. Les survivants ont indiqué qu'en Libye, ce sont des groupes armés qui tiennent l'organisation du trafic sur place. Un vrai réseau international s'est donc mis en place pour organiser les migrations de force, et en tirer

bénéfice.

Pour l'Europe, pas de plan d'accueil mais un plan militaire qui se dessine:

Devant cet afflux massif des migrants, l'Italie a obtenu le 23 courant une réunion d'urgence des 28 dirigeants de l'union Européenne, afin de prendre les mesures d'y faire face.

Apparemment, les dirigeants européens ne souhaitent pas créer un appel d'air à la migration, en annonçant un plan d'accueil des migrants, mais préfèrent aborder la problématique par son côté sécuritaire pour l'empêcher et la freiner. Ainsi on a annoncé le renforcement de la surveillance des côtes italiennes et on a évoqué également une possible demande d'autorisation du conseil de sécurité de l'ONU pour opérer des frappes militaires contre les bateaux qui se trouveraient sur les côtes italiennes et identifiées comme étant des chalutiers de trafiquants.

Pour François Hollande, traiter en profondeur le drame des migrants de la mer méditerranée c'est surtout traiter en urgence le chaos libyen. Le Président français a déclaré « comment se fait-il qu'après une intervention militaire, il y'a maintenant plus trois ans et demi, il n'y ait aucune réflexion sur ce qui devait se passer après? Maintenant, il faut réparer les erreurs d'hier ». Une manière aussi de pointer la responsabilité de Nicolas Sarkozy, qui avait joué un rôle majeur, dans le déclenchement de l'intervention militaire internationale en Libye contre le régime Khadafi.

Une seconde intervention militaire en Libye est-elle nécessaire pour rétablir l'ordre, la stabilité et faire cesser le chantage des groupes armés qui déversent des milliers de migrants à la mer ?

La France, l'Espagne et le Portugal saluent les réformes engagées par le Maroc dans le cadre de sa politique migratoire

Dans les conclusions de la réunion quadripartite des ministres de l'Intérieur marocain, Mohamed Hassad, portugaise, Anabela Miranda Rodrigues, espagnol, Jorge Fernandez Diaz, et français, Bernard Cazeneuve, les trois pays ont mis l'accent sur les réformes engagées par le Royaume marquées, notamment, par le lancement et la mise en oeuvre, durant l'année 2014, de l'opération exceptionnelle de régularisation de la situation de séjour des étrangers.

Dans un contexte marqué par une pression migratoire irrégulière de plus en plus forte et par la récurrence d'incidents tragiques au large de la Méditerranée, les pays du G4 ont réitéré leur engagement à mettre en oeuvre des actions conjointes pour apporter des réponses concrètes et opérationnelles à cet enjeu.

Ils ont convenu à cet égard de renforcer la coopération en matière de gestion et de contrôle des frontières par le biais de la formation et de l'échange d'informations sur les documents de voyage des migrants irréguliers.

Les pays partenaires du G4 ont de même souligné la nécessité d'encourager le développement de solutions spécifiques en matière de lutte contre les réseaux criminels de trafic de migrants à travers l'utilisation

opérationnelle des informations obtenues sur le terrain.

Le G4 a aussi rappelé son attachement au cadre de coopération du Partenariat pour la mobilité UE-Maroc dont la dynamique doit être renforcée, s'agissant en particulier de l'avancée des discussions en matière de facilitation de la délivrance des visas et de réadmission.

Concernant la coopération euro-africaine en matière de migration, les quatre pays se sont félicités de la tenue de la IV Conférence ministérielle euro-africaine sur les migrations et le développement à Rome en novembre 2014 et qui constituait l'un des objectifs témoignant de l'excellence du dialogue politique au sein du Processus de Rabat.

La réunion quadripartite de Lisbonne a été une occasion pour les ministres des quatre pays de se pencher sur trois principaux domaines d'action à savoir l'immigration illégale, le terrorisme et le trafic de drogue.

Cette rencontre fait suite à une première réunion tenue en janvier 2013 à Rabat et une deuxième organisée à Paris l'année dernière.

Les membres du G4 ont convenu de tenir la prochaine réunion en Espagne.

Source : MAP



Maroc

Canada

Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info



L'un est philosophe et sociologue, l'autre est prix Nobel de littérature, écrivain, poète et sculpteur. La chaîne de télévision Arte a passé récemment un documentaire sous le titre « Günter Grass s'entretient avec Pierre Bourdieu ». En regardant ce documentaire, je me suis rendu compte à quel point les thèmes abordés par ces deux géants de ce dernier siècle, sont encore d'actualité.

Ce documentaire est passé à une heure tardive, mais il faut savoir qu'en ce moment, c'est tellement difficile de trouver un espace public pour s'exprimer.

Les émissions intellectuelles qui se passent autour d'une table ronde avec des invités non formatés et politiquement incorrects, sont victimes de la censure et de la loi de l'audimat. Pour preuve, notre cher journal qui est distribué gratuitement, et qui informe nos lecteurs sans langue de bois, a été censuré par « la consule » marocaine de Montréal. Je renvoie nos lecteurs qui souhaitent en savoir plus, à lire le numéro d'avril ou de visionner la vidéo qui circule sur youtube en ce moment.

Fin novembre 1999, Günter Grass a reçu Pierre Bourdieu dans son atelier, tous deux sont en effet arrivés à la conclusion qu'en cette fin de siècle, il est nécessaire de se demander que les valeurs issues des Lumières, sont bien toujours les nôtres et ce qu'il faut faire pour qu'elles se perpétuent.

Pierre Bourdieu : Vous avez parlé quelque part de la tradition européenne ou allemande qui est d'ailleurs aussi une tradition française, d'ouvrir sa gueule. Et lorsque nous avons pensé à faire un dialogue public avec les syndicalistes, je ne savais pas évidemment que vous sauriez Prix Nobel. Je me réjouis beaucoup que vous ayez le Nobel, et je me réjouis aussi beaucoup que vous n'avez pas été transformé par le prix Nobel, et que vous soyez aussi bien disposé qu'avant pour ouvrir votre gueule. J'aimerais bien que nous l'ouvrions ensemble.

Günter Grass : En Allemagne, il n'est guère habituel, de voir assis autour d'une même table un sociologue et un écrivain. Chez nous on a plutôt l'habitude de voir les philosophes dans leur coin, les sociologues dans leur coin, alors que dans la pièce du

fond, on trouve les écrivains qui se chamaillent. Ce genre de conversation est beaucoup trop rare en Allemagne. Quand je pense à nos travaux, quand je pense à votre livre, « La misère du monde », et quand je pense à mon dernier ouvrage intitulé « Mon siècle », je constate qu'il y a entre nous bien des points communs. On raconte l'histoire vue d'en bas, on ne parle pas de la société en nous mettant dans la perspective du plaignant. Nous nous plaçons du côté des perdants, de ceux qui sont en marge, de ceux qui sont exclus par la société et qui font partie des minorités.

Les thèmes que nous abordons sont similaires. Maintenant, je me dis que vous avez admirablement réussi avec votre équipe, avec vos collaborateurs, à vous mettre en retrait pour vous concentrer entièrement sur un grand effort de compréhension, sans vouloir donner des leçons, et ce que vous avez réalisé est étonnant et remarquable. Vous brossez un tableau de la société, de la réalité sociale française, mais également sans doute, transposable dans d'autres pays, avec bien sûr des nuances, et vous racontez des histoires que j'aimerais beaucoup, moi, l'écrivain, le conteur, utiliser un peu comme matière première pour écrire mes propres romans.

Il y a par exemple, cette très belle description de la rue « 2 Junky », vous nous montrez des métallos qui sont aujourd'hui au chômage. Des gens qui sont métallos depuis de trois générations parfois, des gens venant des familles où l'on allait à la même usine. De génération en génération, ces gens ont toujours vu la rue « 2 Junky », mais aujourd'hui exclus de la société. Et j'aimerais beaucoup trouver un livre similaire, un livre conçu de la même façon, mais décrivant la réalité sociale allemande.

Il faudrait en fait, un livre comme cela, pour chaque pays. On pourrait en faire une bibliothèque qui serait en réalité une documentation sur le grave échec d'une politique qui a complètement démissionné devant l'économie. Il faudrait beaucoup plus d'enquête de ce genre.

Mais il y a une chose sur laquelle j'aimerais vous interroger, une chose qui m'a frappé en vous lisant, mais ça fait

peut-être fait partie de la nature même de la sociologie. Il n'y a pas d'humour dans vos livres, le comique de l'échec par exemple, quelque chose qui est très présente dans l'histoire que je raconte, on n'en trouve pas trace chez vous. Des situations absurdes qui naissent parfois de la confrontation, on n'en trouve pas trace dans vos livres. Pourquoi ?

P.B : Peut-être parce que nous sommes un peu écrasés par la réalité, vous avez magnifiquement raconté un certain nombre de ces expériences que nous avons évoquées. Mon expérience d'un certain nombre des histoires que vous avez évoquées, c'est que celui qui les reçoit directement de la personne qui les a vécues, est un peu accablé par ces histoires. L'idée de prendre de la distance, n'est presque pas pensable. Par exemple, nous avons été amenés à exclure du livre, un certain nombre de récits par ce qu'ils étaient trop poignants, ou trop pathétiques, ou trop douloureux.

G.G : Entendons-nous bien, quand je dis « comique », je ne veux pas dire que le comique et le tragique s'excluent mutuellement. En fait, les frontières dans ce domaine, sont toujours très floues. Quand je vous lis, je découvre des situations absurdes. C'est ça que je voulais dire.

P.B : Oui je comprends, en fait ce que nous voulions, c'est jeter devant les yeux des lecteurs, cette absurdité brute, sans aucun effet. Une des consignes que nous avons données, les uns aux autres, était qu'il fallait éviter de faire de la littérature. Alors je vais peut-être vous choquer en disant cela. Il y a une tentation quand nous sommes devant des drames comme ceux-là, d'écrire, de bien écrire, et d'enjoliver les choses. La consigne était d'essayer d'être aussi brutalement positif que possible, pour restituer à la réalité sa violence. Parce que ces histoires sont d'une violence extraordinaire. C'est presque insupportable. Pour des raisons scientifiques, mais aussi pour des raisons littéraires bizarrement. Ne pas être littéraire, pour être littéraire d'une autre façon. Mais aussi des raisons politiques, nous pensions que la violence des effets qu'exerce actuellement la politique néo-libérale qui est mise en œuvre en Europe, en Amérique latine, et d'autres pays. La violence de

cette action est si grande qu'on ne peut pas en rendre compte par les mots. La critique n'est pas à la hauteur des effets que produit cette politique. C'est peut-être naïf, mais c'était ça l'intention.

G.G : On voit bien dans votre livre que les enquêteurs restent souvent sans voix. Car ce qu'on leur raconte les oblige à répéter leurs questions. En fait, ils sont désarçonnés par ce qu'ils entendent, et qui est dit et présenté avec une sorte d'urgence intérieure, qui trouble l'enquêteur qui perd son fil. C'est d'ailleurs une bonne chose, car ainsi l'enquêteur évite d'imposer d'une manière autoritaire son propre point de vue. Mais je me pose une question, une question qu'il faut placer dans un contexte plus vaste. Nous sommes tous deux, vous le philosophe, et moi l'écrivain, les enfants des Lumières. Nous sommes les héritiers d'une tradition européenne qu'on remet aujourd'hui partout en cause. En tout cas, on la conteste en Allemagne, on la conteste en France, un peu comme si cette tradition européenne des Lumières, s'était égarée, s'était interrompue, comme si on pouvait s'en passer. Ce que je ne crois pas..... »

C'était juste quelques morceaux choisis, car l'entretien dure plus d'une heure. Alors j'invite nos lecteurs que cet entretien intéresse de le voir en « replay » sur le site d'Arté. J'aimerais aussi signaler que Günter Grass est décédé le 13 avril dernier à Lübeck, et que cet entretien diffusé par Arté est un bel hommage pour cet esprit libre qui avait une grande gueule dans le bon sens du terme. Son livre « Pleurs d'oignons » fit scandale en 2006, car il y avait révélé son engagement volontaire dans les Waffen-SS, à l'âge de 17 ans en 1944. Cet aveu tardif, ce secret qui le hantait depuis toujours, il l'avait dévoilé dans ce livre.

Bien sûr il y a son roman « Le Tambour » qui est mondialement connu, et qui a été adapté au cinéma, mais il y a des livres de Günter Grass largement plus intéressants comme « Mon siècle » ou « Journal d'un escargot ».

Pour Pierre Bourdieu, il y a « La misère du monde » ou « Ce que parler veut dire » à lire d'urgence.

Par Mustapha Bouhaddar.



Comme le rapporte le Canard enchaîné » du 22 avril sous le titre « Europe, Terre d'accueil », « Selon le Haut commissariat pour les réfugiés, 800 migrants ont péri dans l'océan, victimes du naufrage d'un chalutier hors d'âge au large de la Libye, dans la nuit du 18 au 19 avril. Ces 800 morts viennent s'ajouter aux 400 d'un autre bateau, le 12 avril, dans les mêmes eaux. Ces 1200 morts sont l'équivalent, en nombre de victimes, de 8 Airbus de Germanwings en moins d'une semaine. »



Par Mustapha Bouhaddar

Cette dernière tragédie nous donne l'impression que l'Europe n'a pas tiré partie du passé.

A l'époque du drame du Kosovo, l'Europe a défendu les droits de l'homme, et les combattants de jadis, sont devenus des terroristes, le Kosovo une plaque tournante du terrorisme. L'Afghanistan c'est 90% du trafic d'héroïne, l'Irak un trou noir islamiste où sévit DAECH. La Libye, on aurait quand même pu tirer des leçons du passé.

On nous dit défendre des causes humanitaires, c'est tout à fait légitime. Mais on n'a jamais eu la preuve de l'imminence de la réalité des bombardements aériens par la Libye sur la population civile. On sait aujourd'hui que c'est faux. On a discrédité les droits de l'homme en bombardant des êtres humains au nom de la démocratie. Tout ce que l'Europe a fait, c'est accentuer la haine envers l'occident.

Il est clair que remplacer le Chah

d'Irak par Khomeiny, Saddam Hussein par personne, si ce n'est par des gens qui veulent instaurer la charia était une grosse erreur.

L'Europe va-t-elle adopter la technique d'Australie qui a réussi récemment à faire 0 mort. Une technique, il est vrai qui a choqué tout le monde, et qui consiste à donner de l'argent aux pays d'où partent les migrants, en bloquant les bateaux sur place.

Ces derniers ne peuvent pas partir vers l'Australie. Faire en sorte que les bateaux ne partent pas, c'est démanteler les filières. Mais voilà, comme le souligne bien l'hebdomadaire cité plus haut, « des bateaux et des financements supplémentaires. Et des projets de lutte contre les passeurs, qui, dans le chaos libyen, ne s'annoncent pas comme une mince affaire. »

La Libye, l'Irak français

Je me souviens encore de Nicolas Sarkozy, en septembre 2011, fêtant sa victoire sur Kadhafi en prenant un bain de foule à Benghazi. Avant de rentrer à Paris, il avait affirmé en bombant son torse : « Nous croyons dans la Libye unie, mais pas dans la Libye divisée ». Mais voilà, les Libyens n'ont pris aucun compte de ce conseil. Résultat : la chute de Kadhafi a entraîné le pays dans l'anarchie et la guerre civile. Si bien qu'aujourd'hui, on se demande si on a bien fait de chasser Kadhafi.

Première conséquence : les migrants venus de tous les coins d'Afrique, déferlent aujourd'hui sur toute l'Europe. On ne sait comment les accueillir. Sous Kadhafi,

c'était plus facile, car en 2008, Berlusconi a investi trois milliards en Libye, contre la promesse de Kadhafi de contrôler l'immigration. Le pire c'est que ça a marché, l'année suivante, le nombre de clandestins débarquant en Italie, avait diminué de 90%.

Autres conséquences : la révolution libyenne a déstabilisé les pays voisins. Si bien que la France avait envoyé des troupes au Mali pour faire en sorte que ce pays ne tombe entre les mains des djihadistes.

Enfin depuis la chute de Kadhafi, DAECH a pris position en Libye. Et puis c'est d'ailleurs en Libye qu'ont été formés les terroristes qui se sont attaqués au musée du Bardo à Tunis.

Bien sûr on se demande si tout ça, ce n'est pas un peu de la faute de Sarkozy.

Est-ce qu'il n'aurait pas attaqué la Libye pour faire oublier que la France avait soutenu jusqu'au bout Ben Ali et Moubarak ? Peut-être même pensait-il que son succès militaire l'aiderait à être réélu en 2012. Aujourd'hui l'enthousiasme pour le printemps arabe, c'est du passé. Peu importe que l'Égypte soit dirigée par un dictateur, on est ravi de vendre des Rafales au président égyptien. Ainsi, ce dernier pourra bombarder les djihadistes en Libye. Comme quoi les dictatures à l'ancienne arrangent bien les affaires de la France !

Le Maroc a élaboré une stratégie nationale de l'immigration fondée sur une approche globale et humaniste (M. Birou)

Le Maroc a élaboré une stratégie nationale en matière de l'immigration basée sur une approche globale et humaniste respectant les principes des droits de l'Homme et de la gouvernance, a souligné le ministre chargé des Marocains résidents à l'étranger et des affaires de la migration, Anis Birou.

Répondant à une question orale à la Chambre des représentants sur "La stratégie nationale de l'immigration et de l'asile", le ministre a relevé que cette stratégie, lancée depuis 18 mois, a permis la mise en place d'une opération exceptionnelle ayant connu l'enregistrement de 27.643 demandes de régularisation des étrangers en situation irrégulière et le règlement de la situation de 18.694 personnes qui ont obtenu la carte de séjour.

M. Birou a fait savoir que cette stratégie est basée sur six principes fondamentaux, dont l'approche de la coopération internationale, étant donné que la question de l'immigration ne concerne pas seulement le Maroc mais touche plusieurs pays du nord et du sud.

Après avoir souligné que la politique marocaine dans le domaine de la migration est devenue un modèle à suivre, le ministre a estimé que cette politique est aussi un exemple d'intégration, qui se fixe onze objectifs, dont sept sectoriels et quatre horizontaux, concernant plusieurs domaines, notamment l'éducation, la culture, le logement, la formation professionnelle, l'assistance judiciaire, la santé et l'arsenal juridique.

Et le ministre d'ajouter que trois projets de loi devraient voir le jour prochainement, portant sur la traite d'êtres humains, l'asile et l'immigration, en plus du volet relatif au soutien humanitaire, rappelant qu'il a été procédé à la signature de 20 accords avec la société civile et un autre avec le Croissant rouge.

Source : MAP



Maghreb

Canada

Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Littérature, Diaspora et printemps arabe

La culture est la possibilité même de créer, de renouveler et de partager des valeurs, le souffle qui accroît la vitalité de l'humanité (Proverbe africain)

L'Association Culturelle Passerelle a organisé le mercredi 29 avril 2015 à 18h à la bibliothèque de Saint-Michel sa quatrième soirée littéraire dans le cadre du projet « Les Mille et une soirées littéraires », en collaboration avec le centre Ibn Roch, d'Ottawa. Cette rencontre littéraire sous le thème : Littérature, Diaspora et printemps arabe a vu la participation d'illustres auteurs dont : Nadia Ghalem, Victor Teboul et Soheir Fouzatainsi que de Abdelkader Filali directeur de l'institut Averroès et du professeur et conférencier Ismaël Harrakat

Cette rencontre littéraire, ponctuée par des notes musicales du Oud, interprété par Aziz Daouni, et animée par Mr Kamal Benkirane, directeur général de l'Association Culturelle Passerelle, a été abordé sous trois volets : l'apport de *l'interculturalité* chez les auteurs québécois de consonance arabe, les liens tangible avec le printemps arabe et la création littéraire, puis le rôle de la construction du savoir par les instituts du savoir. Une lecture de textes a clôturé les interventions avec débat et interaction avec le public.

La construction du savoir et les contextes de la création au printemps arabe ont constitué un pôle de discussion intéressant lors du débat. Plusieurs interventions ont axées sur la nécessité de la construction du savoir, comme mentionné par Abdelkader Filali, de la nécessité de contextualiser l'identité arabe en imbriquant la nouvelle identité canadienne québécoise dans le processus de construction. Le parcours d'auteurs et médiateurs

tels que Victor Teboul et Nadia Ghalem a permis d'attester l'impact du temps dans la construction de l'identité et la nécessité de l'apport interculturel dans les rapports quotidiens, le professeur Ismaël Harrakat a mentionné la nécessité de l'apport de *l'interculturalité* dans la vie quotidienne, susceptible de promouvoir les rapports entre les êtres humains, et la nécessité de continuer à œuvrer pour l'épanouissement de ces rapports.

Cette rencontre a été soutenue par le ministère de la culture et des communications au Québec, du festival du Monde Arabe, de l'institut Averroès d'Ottawa, et des bureaux de David Heurtel, député de Viau et ministre de l'environnement.

L'association Culturelle Passerelle s'est forgée une solide réputation dans le milieu culturel québécois et spécifiquement dans la thématique de *l'interculturalité* et de la *migrance* comme vecteur d'altérité et de résilience. La cinquième soirée portera sur les littératures de consonance amérindienne, et ce en collaboration avec la grande institution culturelle : le conseil des Arts de Montréal.

Dans ce projet «Les mille et une soirées littéraires», le but d'organiser des rencontres littéraires thématiques qui ont trait aux littératures francophones du Québec. Ces rencontres, qui répondent à un besoin du public montréalais, vont faciliter d'une part, les échanges culturels et d'autre part, permettront de favoriser

l'intégration des écrivains québécois issus de toutes les origines. La valeur de ces rencontres réside d'une part, dans le choix varié des axes de discussions tel que: la relève en littérature québécoise, les tendances contemporaines en littérature, la littérature maghrébine au Québec, parcours migratoires, le choc culturel, l'intégration, Identités et altérités, la nostalgie, le racisme, l'exil, etc.

Par Kamal Benkirane,

Directeur général de l'Association Culturelle Passerelle.



Vous avez une association à but non lucratif et vous voulez faire connaître vos activités ?

Envoyez-nous vos communiqués au plus tard le 27 du mois. Nous nous ferons un plaisir de les publier !

C'EST GRATUIT, PAROLE DE MCE !

Paris-Alger, "une histoire passionnelle"



Dans leur livre "Paris-Alger", une histoire passionnelle, sorti en France chez stock, Christophe Dubois de TF1 et Marie-Christine Tabet du Journal du Dimanche, s'attaquent notamment au système algérien et aux arrangements entre Alger et Paris, ainsi qu'aux multiples biens que possèdent les dignitaires algériens dans les quartiers les plus huppés de la capitale française. (Source : Atlasinfo.fr)

Sur le régime, les deux auteurs décrivent un système algérien, qui à force de se protéger de l'extérieur, tourne sur lui-même et se rabougrit.

Selon les deux journalistes français, le système algérien fonctionne autour de trois pôles qui s'attirent parfois, se repoussent souvent et surtout se neutralisent, à savoir la présidence de la république, l'armée et les services secrets.

A l'intérieur même de ces territoires, il y a des luttes d'influence avec des personnalités passant de l'un à l'autre, relèvent-ils, précisant que le tout est influencé par des affiliations géographiques allant de l'ouest (le clan des civils) à l'est (le clan des militaires).

Les deux journalistes évoquent aussi l'émergence au fil du temps de dynasties familiales et de réseaux affairistes, notant que cette nébuleuse est un terrain miné pour ceux qui ne

la maîtrisent pas.

L'enquête relève en outre que le département du renseignement et de la sécurité (DRS) a tous les moyens de peser sur les décisions puisqu'il bénéficie d'un maillage unique dans le pays, notant qu'aucune entreprise, journal ou syndicat n'échappe à son contrôle.

Cette police politique, qui est un instrument puissant pour faire et défaire les ministres et hommes de pouvoir en fonction des intérêts et de l'humeur du jour, est "Etat dans l'Etat", dont la spécificité est d'être à la fois un service de renseignement intérieur mais aussi extérieur.

Les deux journalistes soulignent en outre que depuis plusieurs années, la présidence et les services secrets se disputent le contrôle de l'armée, relevant que le chef de l'Etat écarte les vieux généraux qui ne lui sont pas acquis et promeut des jeunes officiers dont beaucoup d'entre eux

sont issus de la région de Tlemcen, fief du président, au détriment de l'est du pays, terreau traditionnel des militaires.

Cette mesure, qui constitue pour le président une manière d'asseoir son autorité, a eu des conséquences sur les prises des décisions qui sont devenues encore plus longues, issues d'interminables négociations, pour la plupart secrètes, entre clans rivaux.

Par ailleurs, l'ouvrage relève que le pouvoir concentre à lui seul 70 % des revenus de l'Etat, ajoutant qu'aucun homme d'affaires ne peut prospérer à grande échelle ou diriger les secteurs stratégiques (notamment celui de l'énergie) sans l'accord du plus haut niveau de l'Etat.

Les puissances de l'argent sont omniprésentes au cœur du pouvoir, relève le livre.

Dans son chapitre «Alger-sur-Seine», les auteurs évoquent lon-

guement la nomenclatura algérienne qui dispose de biens immobiliers de luxe à Paris. Ils citent notamment l'actuel ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb, qui dispose d'un grand appartement situé quai Montebello dans le 5e arrondissement, l'une des adresses les plus chères de Paris.

Cherif Rahmani, ancien gouverneur d'Alger a pu acquérir, lui, un appartement rue Singer, dans le très chic 16e arrondissement. Quant au Premier ministre Abdelmalek Sellal, sa fille de 27 ans a acheté, le 27 avril 2007, un appartement sur l'une des avenues les plus chères au monde, les Champs Elysées. Et la liste est bien longue...

Repris avec l'autorisation de:
Atlasinfo.fr



MOHAMED DIOURY est né au Sénégal et vit actuellement au Québec. Enseignant et chercheur, il signe ici son cinquième livre.

La mondialisation a non seulement accru les échanges économiques mais aussi les contacts entre les individus, leurs valeurs et leurs modes de vie, comme jamais auparavant. Les gens voyagent plus fréquemment et plus loin, la télévision, grâce aux satellites, arrive dans les contrées les plus éloignées, le nombre de migrants a monté en flèche ces dernières années (Presque la moitié des habitants de Toronto et de Los Angeles est née à l'étranger).

Il n'est pas surprenant, dans ce contexte, que parmi les débats qui divisent le plus les sociétés de nos jours, se trouvent—à côté des questions d'inégalité et de pauvreté—ceux portant sur l'identité culturelle, l'intégration et la diversité.

Pour Mohamed Dioury, si le point de départ de la mondialisation est bien économique (l'interdépendance des espaces économiques nationaux), force est de reconnaître cependant

que la science économique manque encore d'instruments conceptuels et de cadres théoriques pour saisir tout l'enjeu de cette connexion globale que la mondialisation déploie.

D'où l'intérêt de ce livre, qui tente d'éclairer de manière renouvelée et originale les deux problématiques au cœur de la mondialisation: l'accélération des transformations économiques et la montée des inégalités. Mais il ne s'arrête pas là. Exempt de toute soumission aux idées reçues, l'auteur livre une analyse d'une rare lucidité des principaux défis que la mondialisation pose aux sociétés: défis économique, politique, social, éthique, culturel, écologique et scientifique.

La lecture de cet ouvrage sera profitable aussi bien à l'étudiant en sciences sociales, aux décideurs publics et privés qu'à tous ceux qui s'interrogent sur les tendances et défis de la mondialisation.

MOHAMED DIOURY

La mondialisation : peu de gagnants, beaucoup de perdants

Décarie éditeur

MOHAMED DIOURY

La mondialisation : peu de gagnants, beaucoup de perdants

ISBN 2-89137-272-7



9 782891 372725

Décarie éditeur